14 décembre 2007

**Procédure de consultation menée par le DETEC
concernant
l'ordonnance sur l'approvisionnement en électricité et
la révision de l'ordonnance sur l'énergie**

Synthèse des résultats de la consultation

A. Ordonnance sur l’approvisionnement en électricité

1. Procédure de consultation

1.1 Conduite de la procédure

Par lettre du 27 juin 2007, le DETEC a soumis l’ordonnance sur l’approvisionnement en électricité (OApEI) à l’appréciation des organisations et associations intéressées, invitées à se prononcer avant le 15 octobre. Les réactions recueillies ont été au nombre de 186, à savoir:

OApEI	Consultés	Réactions
CEATE-N et CEATE-E	2	2
Cantons (y c. ENDK et CGCA)	28	28
Partis politiques	18	5
Associations économiques	27	14
Organisations politiques/techniques du domaine de l’énergie	49	16
Organisations de consommateurs	8	5
Organisations environnementales	12	4
Autres participants invités	18	10
Participations spontanées	--	102
Total	162	186

1.2 Généralités concernant le dépouillement

Le ch. 2 ci-dessous rapporte les remarques générales des participants à la consultation sur le projet d’OApEI; le ch. 3 résume les réactions à des articles isolés.

Sauf indication contraire, les participants énumérés ci-après renvoient à la prise de position de l’AES ou bien ils s’y rallient en bonne partie sur le fond: FPE, USIE, swisselectric, AEW, AIL, Altdorf, Atel, Axpo, BKW, CKW, EBM, EGL, EOS (renvoie aussi à swissgrid), ESI, EWEM, ewl, EWN, EWNW, EWO, EWSM (renvoie aussi à VBE), EWSZ, Filzbach, Glarus-Nord, Groupe E (partiellement), IBM, Mollis, Niederurnen, NOK, Ompex, REN (renvoie aussi à VBE), sgsw, SIL (renvoie aussi à UVS), sn energie, Steiner, Thun, Urnäsch, Wallisellen, WWZ (renvoie aussi à ASIG).

En outre, Altdorf, Axpo, BKW, CKW, EGL, EOS, EWSZ, NOK et Steiner renvoient à la prise de position de swisselectric.

La prise de position de DSV est reprise par EWS et VKE. Se réfèrent à la position de DSV et de VKE: Brüttsellen, EGO, EU, EWE, EWL, EWR, EW Uetikon, EW Wald, GW, Herrliberg, Küsnacht, LKWG, Männedorf, Vorderthal et Zollikon.

FSE et les organisations environnementales MfE, Greenpeace et WWF ont une position identique sur le fond.

La prise de position de SEVEN, reflet d’un sondage mené à l’échelon des cantons, rend compte de positions parfois antagonistes.

2. Remarques générales concernant le projet

2.1 Commissions de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE) du Conseil national et du Conseil des Etats

La CEATE-N regrette en particulier l'absence de disposition régissant l'attribution des consommateurs finaux à un niveau de tension donné (art. 5 LApEI) et la non-concrétisation des possibilités de sanction prévues à l'encontre des gestionnaires de réseau qui ne s'acquittent pas de leurs obligations (art. 8, al. 5 LApEI). Cette commission préconise aussi la reprise des documents de la branche conformément aux principes de subsidiarité et de coopération même si ces documents ne peuvent être déclarés généralement contraignants. Quant à la CEATE-E, elle craint que l'introduction du groupe-bilan pour les énergies renouvelables nuise aux efforts en vue d'approvisionner le consommateur final aux moindres coûts.

2.2 Cantons (y compris ENDK et CGCA)

ENDK, CGCA, AG, AI, AR, BL, BS, FR, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, VD et VS réclament la mise en vigueur au 1^{er} octobre 2008 de l'art. 30 LApEI ainsi que des dispositions de cette loi qui sont essentielles pour les cantons. Les mêmes (sauf CGCA, GL, OW et VS) se réjouissent que le projet d'ordonnance s'appuie sur les principes de subsidiarité et de coopération inscrits à l'art. 3 LApEI, mais ils craignent que cela entrave la vue d'ensemble des réglementations en vigueur dans le domaine de l'électricité. L'OFEN devrait donc être chargé de recenser toutes ces réglementations. Leur catalogue devrait être tenu à jour continuellement et rendu accessible en tout temps. Ces mêmes cantons ainsi que ZG et ZH demandent à être informés sur toutes les décisions les touchant qui émanent du Conseil fédéral, du DETEC, de l'OFEN, de l'EICOM, de swissgrid ou du responsable du groupe-bilan pour les énergies renouvelables. ENDK, les cantons qui se rallient à elle (BE, TG et ZG) voudraient trouver dans l'OApEI des précisions sur le transfert du réseau de transport à la société nationale nouvellement créée et des dispositions contraignantes sur la déconnexion de réseau non liée à la fréquence («îlotage»). La CGCA et avec elle GL, GR, NW, OW, UR, TI et VS estiment que le changement de système consécutif à l'ouverture du marché se traduira par des reports de coûts à l'intérieur de la Suisse au détriment des régions de montagne. Pour y parer, ils proposent de modifier certains articles. Ces mêmes participants demandent un examen critique de toutes les délégations de l'activité législative. BS se félicite que les art. 21 à 23 OApEI chargent la branche d'élaborer des règles détaillées, mais remarque que ces règles devront être connues quelques mois avant l'ouverture du marché. LU préconise l'adoption rapide des ordonnances fédérales afin que les cantons puissent mener à chef les travaux requis. VD craint un renchérissement de l'électricité du fait de l'ampleur accrue des frais administratifs.

2.3 Partis politiques

Le PDC exige que l'ordonnance reflète la volonté du législateur et renvoie à ce sujet aux prises de position de la CEATE-N et de la CEATE-E. Selon le PS, la période de cinq ans prévue à l'art. 34, al. 3 LApEI ne doit commencer qu'après la mise en vigueur intégrale de la première étape (1^{er} octobre 2008). Ce parti regrette que les sanctions dont la possibilité est prévue à l'art. 8, al. 5 de la loi ne figurent pas dans l'ordonnance. L'UDC rejette le projet en arguant que certaines de ses dispositions vont trop loin et qu'il institue une redevance supplémentaire. Ce parti fait valoir que le financement des mesures destinées à renforcer le réseau ne doit dépendre que des producteurs ou de la réglementation concernant la rétribution à prix coûtant du courant injecté. Les Verts se réjouissent du caractère progressiste de l'OApEI et veulent s'assurer que la société nationale du réseau de transport et l'EICOM réunissent des professionnels indépendants.

2.4 Organisations économiques

Economiesuisse et AV critiquent surtout l'absence de dispositions exigeant la séparation comptable des entreprises intégrées qui gèrent le réseau; ils s'élèvent aussi contre la tentative de faire passer des dispositions que la loi ignore (prescriptions tarifaires, éléments de coûts dans les services-système). L'UPS et Cemsuisse se rallient à Economiesuisse. Selon FEA, il serait inadmissible que les consommateurs subissent une dégradation des conditions de distribution et d'achat de l'électricité. Pour l'UPS, l'important ce sont les réglementations qui protègent les petits et moyens consommateurs de courant. Pour l'USS et le SSP, la période de cinq ans prévue à l'art. 34, al. 3 LApEI ne doit commencer qu'après la mise en vigueur intégrale de la première étape (1^{er} octobre 2008). SGCI et Swissmem approuvent une ordonnance succincte qui abandonne à l'EICOM des compétences importantes dans certains cas réels. Mais constatant que dans différents articles de l'OApEI, le Conseil fédéral délègue sa souveraineté aux gestionnaires de réseau (formulation de règles transparentes, non discriminatoires) et que les intérêts des gros consommateurs finaux ne sont pas suffisamment pris en compte, ils réclament en outre une vérification de sa conformité au droit. L'USAM regrette que les PME n'aient accès au marché qu'après cinq ans. FPE et USIE renvoient à la prise de position de l'AES. ZPK déclare la position de l'IGEB entièrement conforme à celle de l'industrie du papier.

2.5 Organisations politiques/techniques du domaine de l'énergie

L'ADER estime que l'OApEI modifie l'esprit de la loi et va à l'encontre de ses objectifs; elle relève en outre que le projet ne comporte aucune disposition relative à l'efficacité énergétique. AEE et Swis-solar approuvent l'intention, manifestée dans le projet, d'introduire la transparence dans la production de courant à partir d'énergie renouvelable tout en maintenant la protection des données des différents groupes-bilan; cette intention est toutefois, selon eux, oubliée dans le cas du groupe-bilan pour les énergies renouvelables, puisque celui-ci peut également être dirigé par la société du réseau de transport. EF rejette l'entorse à la libéralisation qui consiste à introduire dans l'ordonnance l'obligation de faire approuver un renchérissement dans l'approvisionnement de base. FSE trouve le projet d'ordonnance peu lisible, considère qu'il procure des avantages économiques aux grandes compagnies suprarégionales et qu'il défavorise les gestionnaires de réseau produisant du courant par rapport à ceux qui n'en produisent pas, ainsi que les ménages économes et les PME. Se référant à la notion d'imputation et de report des coûts de réseau, swissgrid relève que l'on ne connaît d'avance ni les coûts ni les recettes. Afin d'éviter que la société nationale du réseau de transport ne subisse des manques de liquidités ou qu'elle engrange des bénéfices indus, il faudrait admettre des écarts, à compenser l'année suivante. SWV demande (dans le sens de la prise de position des CFF) que les installations de production à 16,7 Hz ne soient pas discriminées par rapport aux installations à 50 Hz. Quant à AES, elle propose que l'OApEI soit axée sur les besoins d'un marché qui fonctionne et sur les impératifs de la sécurité d'approvisionnement. Compte tenu du principe de subsidiarité, elle devrait s'inspirer systématiquement des documents de la branche, cependant que les coûts supplémentaires liés à l'ouverture du marché devraient être réduits au minimum grâce à une densité de réglementation appropriée. Enfin ASIG remarque que des normes qui conviennent dans le domaine de l'électricité ne peuvent pas s'appliquer telles quelles à celui du gaz.

2.6 Organisations de consommateurs

acsi, FRC, kf et FPC souhaitent que l'EICom dispose d'instruments suffisamment puissants pour protéger les consommateurs. IGEB cherche en vain dans l'OApEI des dispositions visant la séparation comptable des activités des entreprises intégrées gérant des réseaux et affirme en outre que certaines prescriptions tarifaires ou des éléments de coûts dans les services-système vont au-delà des exigences légales.

2.7 Organisations environnementales

MfE, Greenpeace et le WWF adoptent une position commune vis-à-vis du projet d'OApEI. Dans sa teneur, c'est la position de la FSE.

2.8 Autres participants invités

BLS escompte que l'entrée en vigueur de l'OApEI ne réduira pas la liberté de choix du fournisseur d'énergie et que tous les producteurs d'électricité ferroviaire bénéficieront du libre accès au réseau à 50 Hz. Le principal souci de Coop est l'attribution des consommateurs finaux aux niveaux de réseau. L'entreprise fait valoir que si, comme le propose AES, les niveaux de transformation 2, 4 et 6 sont assimilés aux niveaux de réseau 3, 5 et 7, respectivement, il en résultera un inacceptable subventionnement croisé de la part des consommateurs achetant le courant directement à une station transformatrice, au profit de ceux qui l'acquièrent sur un niveau de réseau subséquent. Migros quant à elle demande que les intérêts des consommateurs finaux soient impérativement pris en compte dans la formulation de règles transparentes, non discriminatoires. Elle constate par ailleurs que la liberté économique a pour corollaire la possibilité de changer de fournisseur rapidement et soupagement. En vue d'optimiser l'approvisionnement des chemins de fer en électricité, les CFF entendent prendre de nouvelles mesures propres à accroître l'efficacité énergétique globale, tirer parti des synergies avec le système d'approvisionnement à 50 Hz et encourager la concurrence. Selon Comco, les activités régulatrices relèvent de la souveraineté et ne devraient pas être abandonnées à des organisations privées. La commission rappelle en outre que les clauses de coopération et de subsidiarité ne déchargent pas le législateur d'édicter des prescriptions d'exécution. Selon elle, le transfert de la compétence de réglage aux gestionnaires de réseau (comme à l'art. 3, al. 2 OApEI) engendre une insécurité du droit et risque d'aboutir à des inégalités de traitement.

2.9 Participations spontanées

CFC critique le fait que rien ne vienne concrétiser les possibilités de sanctions à l'encontre des gestionnaires de réseau qui négligeraient leurs obligations (art. 8, al. 5 LApEI). Selon Delémont et hcsa, il faut définir plus précisément la notion de «Gestionnaire de réseau». Il conviendrait en effet de savoir si d'autres groupements que l'AES, voire des gestionnaires de réseau isolés, peuvent être reconnus comme tels au regard de l'OApEI. GSP approuve l'ordonnance. Pour hkbb, les dispositions détaillées de l'OApEI violent le principe même de la libéralisation visée par la LApEI. Il faudrait donc en réduire si possible la densité de réglementation. De son côté, fer-sr souligne que l'EICom devra être un régulateur fort, indépendant aux plans politique, juridique et financier, si le marché de l'électricité doit fonctionner efficacement. La position de GGS correspond à celle de Migros dans sa teneur. Lonza craint une influence excessive, restrictive, de la part des autorités politiques et de la branche. L'entreprise tient beaucoup à ce que les futures prescriptions d'exécution respectent équitablement, voire prioritairement, les intérêts des gros consommateurs. Neuendorf veut obtenir des simplifications et des améliorations au nom des nombreux petits distributeurs gérés à titre non professionnel. RE préconise l'entrée en vigueur de la LApEI et de l'OApEI le 1.10.2008. Swisselectricity

s'élève contre le fait que l'OApEI introduise des principes contraires à la volonté du législateur d'ouvrir le marché et qui renforcent encore la position dominante des gestionnaires de réseau. FTS constate que les intérêts de l'industrie consommatrice d'électricité ont été largement ignorés. On compte sur le Conseil fédéral pour fixer les principes directeurs et accorder à l'EICOM plus de droits et d'obligations, cependant que, conformément à l'art. 3 LApEI, l'industrie consommatrice de courant doit se voir accorder plus de poids.

3. Remarques concernant des articles isolés de l'ordonnance

3.1 Art. 1 Champ d'application

EFET, AES, fer-sr, fre, Pully, SEVEN et VBE souhaitent que l'OApEI serve de base à la seconde étape de l'ouverture du marché aussi. BLS, CFF et UTP entendent exonérer les convertisseurs de fréquence des chemins de fer suisses de la rémunération pour l'utilisation du réseau. Atel propose que l'on calcule la consommation finale des centrales et équipements communs à pompage-turbinage à 16,7 Hz/50 Hz en s'appuyant sur leur consommation propre.

3.2 Art. 2 Définitions

3.2.1 Remarques générales

Plus d'un participant à la consultation souhaite définir ici davantage de termes ou harmoniser certaines définitions par rapport à d'autres lois: Réseau de transport (ENDK, AG, AI, AR, BL, GR, NE, NW, JU, SH, SO, SZ, TG), Gestionnaires de réseau (CGCA, GR, TI, FSE, MfE, Greenpeace, WWF, VBE), Propriétaire d'entreprise (CGCA, GR, TI), Utilisateur du réseau (EFET), Producteur (swissgrid), Tarifs d'électricité (DSV, AES, EWE, VBE), Energie nette acquise dans des centrales et équipements communs à pompage-turbinage à 16,7 Hz/50 Hz (SWV), Redevances et prestations fournies à des collectivités publiques (ewz, SRZH), Consommateur régulé (PLS), Niveaux de réseau (Coop, Migros, GGS), Point de mesure (Coop).

3.2.2 Let. b. Energie d'ajustement

swissgrid, AES et VBE proposent que l'on s'appuie sur l'énergie acquise par un groupe-bilan et que l'on se réfère à la quantité facturée et non à l'électricité effective. EFET voudrait s'appuyer non sur la consommation ou la fourniture, mais sur l'électricité injectée ou soutirée. EWO et VBE ajouteraient qu'il s'agit de la compensation de la différence du groupe-bilan.

3.2.3 Let. c. Energie nette

SATW trouve la définition incompréhensible, de même que les éclaircissements du rapport sur ce point. EWO définirait l'énergie nette comme l'électricité acquise par le gestionnaire de réseau, sous déduction des besoins des pompes des équipements à pompage-turbinage.

3.2.4 Let. d. Energie brute

Les participants ci-après proposent des formulations pour cette disposition: NW, USAM, USIE, DSV, EFET, SWV, AES, CP, EKT, EWO, SEVEN et VBE. EWD AG trouve la définition excellente.

3.2.5 Let. e. Point d'injection ou de soutirage

SGCI, Swissmem, EFET, AES, Coop. GGS, Migros, Delémont, hcsa, SEVEN, FTS et VBE critiquent cette disposition. SGCI, Swissmem, Migros, GGS et FTS estiment nécessaire, pour l'ouverture du marché, de clarifier la question des points d'injection et de soutirage en réglant les rapports de propriété.

3.2.6 Let. f. Zone de réglage

AES et VBE plaident pour la suppression de cet alinéa, le terme étant déjà défini à l'art. 4, al. 1, let. f LApEI. Migros, GGS et FTS trouvent la définition excellente, tandis que SEVEN voudrait l'adapter.

3.2.7 Let. h. Groupe-bilan

Selon EFET, swissgrid, AES et VBE, il convient de préciser que cette disposition s'applique à la zone de réglage Suisse.

3.2.8 Let. i. Consommation annuelle

Selon DSV, EFET et AES, il faut préciser qu'il s'agit de l'énergie électrique autoproduite pour les besoins propres, SEVEN aussi souhaite plus de précision. Avançon, Delémont, hcsa et SIM ajouteraient qu'il s'agit de l'énergie passant par le réseau de distribution. On fait valoir que l'autoproduction pour les besoins propres est techniquement impossible à mesurer. WWZ demande si l'on se réfère à l'année hydrologique ou à l'année civile et propose que la décision en soit laissée aux gestionnaires de réseau.

3.3 Art. 3 Raccordement au réseau

Pour le PS, Economiesuisse, Cemsuisse, UPS, SGCI, Swissmem, IGEB, Migros, CFC, GGS, Verre, Lonza, SEVEN (partiellement) et FTS, les al. 1 et 2 sont incompatibles avec l'art. 5, al. 5 LApEI, qui prévoit que le Conseil fédéral fixe des règles pour l'attribution d'un niveau de tension donné aux consommateurs finaux. Leurs propositions sont de trois ordres: que le Conseil fédéral fixe les principes, ou que l'EICom vérifie les directives des gestionnaires de réseau, ou tout au moins que les consommateurs finaux aient leur mot à dire lors de l'adoption de ces directives. En outre, le PS se demande si chaque gestionnaire de réseau va fixer ses critères d'attribution ou s'ils formuleront ensemble des règles communes. Selon les Verts, la mise en œuvre, y compris par l'EICom, revêt une importance décisive. Par ailleurs, SGCI, Swissmem, Migros, GGS et FTS proposent un nouvel alinéa obligeant les gestionnaires de réseau à rétribuer convenablement les prestations propres des consommateurs finaux. AES et VBE sont d'avis de préciser dans un nouvel al. 4 que le renforcement de réseau exigé par des injections au sens de la LENE sera mis à la charge des producteurs intéressés. L'AES demande en outre qu'à l'al. 1, on remplace «installations» par «raccordements». SATW suggère une rédaction plus précise de l'al. 3, sachant que l'EICom ne se prononce que sur des cas isolés et non sur les directives, qui sont du ressort de l'OFEN, aux termes de l'art. 24, al. 2 OApEI. Coop préconise, si c'est techniquement faisable, la liberté de choix du consommateur quant à l'attribution d'installations aux niveaux de tension du réseau de transport et de distribution. Pour le reste, les gestionnaires devraient se borner à définir selon l'al. 2 la qualité minimum nécessaire de la fourniture à chaque niveau. hcsa compléterait les al. 1 et 2 en statuant que l'AES adopte des règles générales, dont chaque gestionnaire de réseau pourrait s'inspirer pour formuler ses propres directives d'application. Les règles générales devraient être publiées au plus tard le 30 juin 2009 (nouvel al. 4). Selon hkbb, un nouvel al. 3 devrait stipuler que pour des installations d'une certaine importance, l'attribution du consommateur final à un niveau de tension donné fasse l'objet d'une décision conjointe. Swisselectricity recommande que les gestionnaires de réseau rédigent les directives en collaboration avec les représentants des consommateurs. Le Groupe E demande qu'à l'al. 2, on ajoute que les gestionnaires de réseau peuvent inscrire dans les directives une participation des

consommateurs finaux qui changent de raccordement. Comme les directives ne sauraient prendre en considération les particularités de chaque réseau, SIM propose de donner aux gestionnaires de réseau la possibilité de les compléter. SIL demande l'adoption de dispositions qui tiennent compte des raccordements actuels de consommateurs finaux aux niveaux 2, 4 et 6.

3.4 Art. 4 Accès au réseau pour les consommateurs finaux

GE, PLS, Avançon, AVDEL, Enerdis, ESR, IBM, Pully, SIB, Sierre, SIG, SIL, SIM et SOGESA veulent préciser à l'al. 1 que la consommation annuelle se détermine par le soutirage en *un* point de mesure et pour les besoins propres. VS, EWSM, FMV, Hotel, RE, REN et VBE proposent de définir plus clairement «site de consommation». PS, USS et SSP approuvent expressément les conditions de localisation, qui excluent une agrégation intempestive. Il est toutefois proposé de rappeler ici encore aux entreprises d'approvisionnement leur obligation légale de fourniture. Plusieurs associations économiques (Cemsuisse, Economiesuisse, UPS, SGCI, Swissmem), IGEB, Migros, ainsi que des participants non invités (GGS, Verre, hkbb, Hotel, FTS) demandent que l'on précise le traitement réservé à un site de consommation ayant plusieurs points de raccordement ou à un consommateur final dont la consommation tombe en dessous du seuil de 100 MWh. Plusieurs participants (Economiesuisse, UPS, SGCI, Swissmem) demandent que la date à laquelle les tarifs doivent être publiés (art. 10 OApEI) soit avancée d'un mois au 31 mai 2008. USAM, SATW ainsi que CP et WWZ réclament, pour le consommateur final nouvellement entré sur le marché, le droit de retrouver à une date ultérieure le régime de l'art. 6 LApEI (obligation de fournir de l'ancien gestionnaire de réseau de distribution). L'AES souhaite compléter la dernière phrase de l'al. 1 en précisant que les installations ne doivent pas être modifiées. Coop voudrait plus de souplesse dans le changement de fournisseur. Comco, SATW, Hüsser, Pool et FTS préconisent l'extension du droit de congé à plusieurs périodes de l'année. A l'al. 1, Delémont et hcsa remplaceraient «unité matérielle» par «unité de comptage», FR et Groupe E par «unité géographique». Gastro propose d'accorder aux consommateurs finaux la liberté d'accès au réseau dès une consommation annuelle minimale de 50 MWh. Pour SIM et Swiss-electricity, la version française est insuffisamment claire. SIL propose «avant la mise en service de son raccordement...» au lieu de «... à l'avance...»). Vischer bifferait la dernière phrase de l'al. 2.

3.5 Art. 5 Tarifs appropriés et comptabilité par unité d'imputation pour la fourniture d'électricité aux consommateurs captifs

CEATE-E souhaiterait que l'adéquation des tarifs d'électricité soit définie exactement dans l'ordonnance. Dans l'optique de plusieurs participants (NW, USAM, FPE, USIE, DSV, SEV, swiss-electric, AES, UVS, CP, EFNWCH, fre, RE, SEVEN, VBE), les tarifs devraient être liés aux prix de l'électricité sur le marché. UPS, les organisations de consommateurs (acsi, FRC, kf, FPC) et Comco préconisent quant à eux des tarifs basés sur les coûts de production dans l'optique de contrats d'achat de longue durée.

Pour BS, la publication exigée des bases et méthodes de calcul va trop loin: il suffirait de publier les tarifs, l'autorité compétente pouvant demander les documents correspondants et les vérifier s'il semble y avoir abus. Le PS, Les Verts, USS, Travail et SSP approuvent l'effort de transparence et l'obligation de justifier les hausses de prix. EBM et hkbb demandent que cet article soit biffé sans autre forme de procès, arguant que l'on ne saurait exiger des EAE qu'elles publient leurs coûts d'acquisition, qui seraient un élément important du calcul. Avançon, Delémont, EKZ, hcsa, Pully et SIM demandent que les bases et méthodes de calcul soient communiquées à l'EiCom au lieu de devoir être publiées. REN affirme que l'obligation de justifier une hausse de tarif est sans fondement juridique. Pour Economiesuisse, UPS, SGCI, Swissmem, Migros et GGS, on peut biffer l'al. 2, car l'al. 1 instaure déjà la transparence. La branche de l'électricité (DSV, SWV, AES, VBE, VKE) demande que l'al. 2 exige l'indication des changements de la base de calcul (et non des fluctuations

de coûts) qui aboutissent à la hausse ou à la baisse de prix. Quant à l'al. 3, il devrait autoriser l'EICom à fixer au moins une année à l'avance le moment et la forme de remise de la comptabilité.

GE et FTS estiment que les consommateurs finaux qui ne font pas usage de leur droit d'accès au réseau doivent bénéficier de la même protection que les consommateurs captifs. VD craint une hausse des coûts administratifs entraînant un renchérissement de l'électricité et des difficultés accrues pour les petits producteurs. PLS, Enerdis et SIG souhaitent remplacer à l'al. 2 les termes «consommateurs captifs» par «consommateurs régulés». AEW pense que l'adaptation des tarifs d'électricité doit rester possible même pour les consommateurs captifs. CFC approuve l'art. 5 OApEI parce que cette disposition protégera les consommateurs des tarifs excessifs. EWO réclame à l'al. 3 l'introduction d'un délai d'une année au moins pour imposer de nouvelles exigences. Pour KGL, cette disposition est incompatible avec la libéralisation du marché, les prix faits aux consommateurs captifs devant pouvoir changer dans les deux sens.

3.6 Art. 6 Réseau sûr, performant et efficace

La CEATE-E estime que la loi devrait régler la question de la responsabilité en cas de coupure du réseau. CGCA, GL, OW, TI et VS considèrent comme problématique la référence à une organisation spécifique (UCTE), qui restreindrait inutilement la liberté d'action et de décision. GE, PLS, USAM, swisselectric, CP, FMV et SEVEN considèrent qu'il faut mieux délimiter les compétences et responsabilités dans le maintien de la sécurité d'exploitation et en cas de coupure du réseau. Selon GR, il convient de formuler des règles transparentes, non discriminatoires, régissant le délestage automatique. Le PS, Les Verts, USS et SSP approuvent l'art. 6 dans sa forme actuelle. Economie-suisse et UPS proposent de biffer l'al. 4 et d'élaborer une ordonnance spécifique «concernant les coupures de courant», avec référence à la loi sur l'approvisionnement économique du pays (LAP). Des propositions analogues émanent de FPE et EF. Selon SGCI, il faudra s'assurer que les normes au sens de l'al. 1 ne deviennent pas des pseudo-lois, car les moyens d'intervention démocratique dans leur élaboration feraient défaut. Travail approuve le fait que l'EICom puisse imposer une convention par une décision officielle. Il serait souhaitable de remplacer l'art. 6 par une disposition nouvelle s'appuyant sur l'art. 30, al. 2 LApEI et sur la LAP, une proposition qui émane surtout de la branche de l'électricité (USAM, USIE, DSV, swisselectric, swissgrid, SWV, AES, UVS, EFNWCH, VBE). Cette disposition autoriserait l'AES et la société nationale du réseau de transport à prendre des mesures pour empêcher un effondrement général du réseau. En outre, swissgrid entend faire en sorte d'éviter l'effet suspensif d'éventuels recours contre une décision de l'EICom visant à maintenir la sécurité de l'approvisionnement. Elle tient également à ce que l'extension du réseau jusqu'au report de propriété sur la société nationale soit assurée. EBM voudrait compléter l'al. 4 en précisant que la société nationale du réseau prend des mesures de façon non discriminatoire. Selon EKZ, la responsabilité du délestage doit être réglementée conformément au principe de causalité. KGL demande l'élaboration d'une base légale permettant à la société nationale du réseau d'assumer ses tâches au sein du réseau interconnecté européen dans des conditions similaires à celles des autres gestionnaires de réseaux de transport. Pour SWA, la société nationale du réseau de transport est seule compétente pour assurer l'instruction, l'aménagement, la notification et la mise en oeuvre. Selon FTS, le Conseil fédéral devra assumer à l'avenir une plus large part de responsabilité dans la production et l'approvisionnement en électricité.

3.7 Art. 7 Plans pluriannuels

DSV et AES proposent la formulation ci-après: «...dont la tension est *de 36 kV ou moins*». Delémont, hcsa, SEVEN (partiellement) et SIM veulent biffer cette disposition, les plans pluriannuels devant s'appliquer à tous les niveaux de réseau. Pour SIL, ces plans sont sans intérêt pour la sécurité d'approvisionnement sur les réseaux de tension moyenne et basse qui ne servent qu'à la distribution locale.

3.8 Art. 8 Comptabilité analytique

Pour NW, USIE, DSV, SWV, AES, UVS et SEVEN, l'al. 2 devrait signaler que l'énumération n'est pas exhaustive (par l'ajout d'«*en particulier*»). Les points suivants devraient y figurer de manière explicite: les coûts de capitaux calculés de l'infrastructure (réseau), les coûts d'exploitation, les coûts des réseaux antérieurs, les coûts des services-système du gestionnaire de réseau de transport, les coûts de distribution du réseau, les frais généraux d'administration des réseaux, les redevances et autres prestations fournies à la collectivité publique, une part des impôts directs. En outre, à l'al. 5, c'est l'EiCom qui devrait fixer la date et la forme de remise de la comptabilité analytique. PLS souhaite la suppression, à l'al. 2, des let. a et c. SGCI, Swissmem, Coop, Migros, GGS et FTS demandent que les prestations servant au comptage et à l'information (au sens de l'art. 9 OApEI) soient mentionnées séparément. SATW doute que les équipements redondants aient leur place dans la comptabilité analytique. EKZ demande qu'à l'al. 5, il soit prévu un délai d'une année pour la mise en œuvre. Enerdis, FMV, RE, SEVEN et SIG sont d'avis de biffer la let. c. Swisselectricity voudrait que l'OFEN prescrive aux gestionnaires de réseau une méthode uniforme de comptabilité analytique, avec les directives correspondantes. VBE demande que les propriétaires de réseau soient associés à l'élaboration d'une telle méthode.

3.9 Art. 9 Comptage et processus d'information

Plusieurs participants à la consultation (FR, NW, VS, PS, USS, FPE, SSP, DSV, SWV, AES, UVS, Avançon, AVDEL, EKZ, Enerdis, ESR, FMV, fre, KGL, Pully, SIB, Sierre, SOGESA) estiment que la responsabilité du comptage et de la présentation des données recueillies doit relever exclusivement des gestionnaires de réseau. D'autres en revanche (SGCI, Swissmem, Migros, GGS et FTS) trouvent décisif que des tiers puissent fournir eux-mêmes des prestations de comptage.

Les Verts considèrent comme un progrès le fait que toutes les données de comptage et les informations soient publiées. Quelques participants (FR, NW, VS, PS, USS, FPE, SSP, DSV, EFET, SWV, swissgrid, AES, UVS, Avançon, AVDEL, Enerdis, ESR, FMV, fre, KGL, Pully, SIB, SOGESA) réclament une adaptation de l'al. 2: les gestionnaires de réseau devraient prévoir dans leurs propres directives que les données de comptage nécessaires à la gestion de bilan et à la facturation de l'énergie et de l'utilisation du réseau ainsi qu'à l'application de la loi sur l'énergie sont mises à disposition des intéressés. La fourniture des informations nécessaires à la gestion de bilan ne devrait être prescrite que pour les données recueillies au cours des deux années écoulées (selon EKT, Ompex: trois à quatre ans). De plus, un nouvel al. 4 devrait exiger que tout consommateur final faisant usage de son droit d'accès au réseau et tout producteur soit équipé d'un dispositif de mesure de la courbe de charge avec lecture à distance. En l'occurrence, Ompex craint que l'absence de profils-types de charge et l'installation retardée desdits dispositifs puisse donner la possibilité d'empêcher l'accès au réseau de clients potentiels (idem pour RE). FSE et les organisations environnementales (MfE, Greenpeace, WWF) demandent une formulation plus précise de l'al. 2 (quant à la qualité de

l'information et à sa rapidité). Selon EBM et VBE, les données de comptage ne concernent pas l'exploitation du réseau mais la régularisation du bilan et la facturation, et il faut préciser que ces coûts font partie de la rémunération de l'utilisation du réseau. SIL demande une interprétation restrictive de l'expression «autres personnes concernées». Swisselectricity entend offrir aussi aux consommateurs finaux les chiffres résultant des comptages au sens de l'al. 2.

GE, PLS, USAM, Avançon, CP, Enerdis, EWSM, REN et SIG recommandent que l'on modifie l'al. 2 en ce sens que les gestionnaires de réseau soient autorisés à facturer leurs prestations aux clients. Pully et SEVEN souhaitent pouvoir le faire pour les données de comptage allant au-delà des standards fixés par la branche. Si les prestations au sens de l'al. 2 ne peuvent pas être facturées, ce sera une entorse au principe de la responsabilité causale, selon SIM. SATW trouve qu'à l'al. 3, la réserve faite de l'accord du consommateur final va trop loin.

3.10 Art. 10 Publication des informations

CGCA, GL, OW et VS demandent une première publication des informations au 30 juin 2009. Les Verts réclament un al. 2 chargeant Swissgrid et l'EICom de publier chaque année leurs décisions et arrêts. SGCI, Swissmem et hkbb voudraient reporter la publication des informations au sens de l'art. 12 LApEI au 31 mai, Migros et GGS à la fin de février, FTS au 30 avril au plus tard, fer-sr et SEVEN au 31 juillet. DSV et AES estiment qu'un site central dans l'internet cause des frais inutiles et n'est pas prévu dans la LApEI. AEE, Swissolar, Coop, Delémont, FRC, hcsa et Ompex préconisent le libre accès aux informations. En outre, celles-ci devraient être rendues disponibles par étapes selon Delémont, hcsa, ReLL et Zermatt. EKZ réclame leur publication centralisée par l'EICom. SIM demande que l'on précise la notion de site Internet commun.

3.11 Art. 11 Coûts d'exploitation imputables

CGCA, GL, OW, TI et VS demandent si la règle formulée à l'al. 1 repose sur une base légale suffisante. De l'avis d'UPS et des organisations de consommateurs (acsi, FRC, kf, FPC), il faut conserver l'art. 11 inchangé. AES se réfère au principe de subsidiarité pour demander la suppression de la dernière phrase de l'al. 3. EFET et fre proposent que l'on ajoute, à l'al. 1, les coûts de la gestion de bilan, à l'exclusion des coûts liés au groupe-bilan pour les énergies renouvelables, qui devraient être couverts par le supplément de 0,6 ct./kWh, au maximum, prélevé sur les coûts de transmission du réseau à haute tension. Selon FTS, le Conseil fédéral devrait fixer le calcul des coûts d'exploitation avec l'appui de l'EICom. WWZ voudrait savoir quel traitement réserver au coût de servitudes qui peuvent tomber une seule fois ou à de grands intervalles.

3.12 Art. 12 Coûts de capital imputables

Pour la CEATE-E, le taux d'intérêt devrait être fixé périodiquement par l'EICom selon une méthode de calcul fixée dans l'ordonnance. La CEATE-N aussi voudrait que l'on adopte un taux d'intérêt fixe. CGCA, GL, OW et VS préconisent que l'on réexamine le taux d'intérêt proposé. Plusieurs participants à la consultation (GE, NW, PLS, Cemsuisse, Economiesuisse, UPS, SEV, SGCI, USAM, Swissmem, SWV, USIE, ASIG, DSV, swisselectric, AES, Avançon, AVDEL, CP, FMV, EKZ, Enerdis, ESR, Verre, IGEB, RE, SEVEN, sgsw, SIB, SIG, SIL, sn energie, SOGESA, SRSG, SWA, VBE, WWZ) considèrent comme insuffisant le taux d'intérêt fixe prévu pour le capital propre et le capital

emprunté, ou bien ils préféreraient se voir imposer des méthodes de calcul uniformes. A l'inverse, le PS, USS, SSP, FSE, les organisations environnementales (MfE, Greenpeace, WWF), Migros et GGS considèrent le taux d'intérêt accordé comme trop élevé. UPS et les organisations de consommateurs (acsi, FRC, kf, FPC) se prononcent pour le maintien de cet article. Selon les CFF, le choix du WACC devrait tenir compte non seulement des intérêts des propriétaires et des gestionnaires de réseau, mais aussi de ceux des consommateurs. hkbb voudrait que l'on explique le taux de 1,93 % supplémentaire. EWS prendrait en compte le rating bancaire de chaque entreprise pour fixer le taux d'intérêt. Delémont et hcsa proposent de biffer l'al. 3, let. a, ch. 2 (fre conserverait le premier élément de phrase). En outre, on devrait calculer le taux d'intérêt avec la méthode WACC, tout en y intégrant d'autres facteurs. Quant à l'al. 1, FTS souhaite que le Conseil fédéral fixe les principes régissant les durées d'utilisation uniformes et appropriées. Selon SATW, on peut biffer la deuxième phrase de l'al. 4. EKT voudrait ôter à cet alinéa sa forme absolue.

3.13 Art. 13 Fournitures transfrontalières

CGCA, GL, GR, OW, VS, REN et VBE proposent d'ajouter à l'art. 13 un al. 3 prévoyant des exceptions aux chapitres de l'exploitation et des coûts de réseau lorsque l'alimentation en électricité dans les régions limitrophes entraîne l'emploi ou la mise en place de liaisons transfrontalières au niveau du réseau de distribution. TI demande que l'on vérifie la base légale pour ensuite établir une transparence au sujet de l'utilisation transfrontalière du réseau. swisselectric, SWV et AES veulent souligner que l'al. 1 traite des fournitures transfrontalières par le réseau de transport. En outre, il conviendrait de pouvoir déduire, aux termes de l'al. 2, les coûts de transport de fournitures transfrontalières dues à des procédures d'attribution axées sur les règles du marché. SSA et SGS demandent que l'art. 8 Cst. s'applique aux transports d'électricité dans le pays et au-dehors et que nul ne subisse de discrimination. EOS voudrait ajouter à l'al. 2 les dispositions transitoires de l'art. 32 LApEI. Selon EWD AG et EWEM, l'utilisation du réseau suisse de transport pour le commerce international ne doit pas être mise à la charge des consommateurs suisses.

3.14 Art. 14 Report des coûts du réseau de transport

PS, FSE, les organisations environnementales (MfE, Greenpeace, WWF) et des participants spontanés (Enerdis, ESR, Sierre) demandent à l'al. 3 la facturation d'au moins 70% selon l'énergie réellement prélevée et de 30% selon les puissances maximales effectives. CFF et UTP demandent une pondération plus forte de l'énergie brute par rapport à la composante trimestrielle de la puissance maximale, afin de récompenser les efforts fournis dans le domaine de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. energia alpina propose à l'al. 3 une répartition à 40-50-10%, et la suppression, à la let. c, de l'expression «pour chaque point d'injection ou de soutirage».

CGCA ainsi que les cantons GL, GR, OW, UR, TI et VS voient dans le report des coûts en fonction des puissances maximales trimestrielles (al. 3, let. b) une charge excessive pour les régions de montagne et réclament des valeurs mensuelles. C'est aussi l'opinion de FSE, MfE, Greenpeace, WWF, AVDEL, Enerdis, ESR, EWBN, FMV, SIB, Sierre et SOGESA. AES par contre préconise des valeurs annuelles. De l'avis d'ABB, l'acquéreur d'énergie devrait pouvoir indiquer lui-même s'il veut voir mesurer la puissance maximale mensuellement, trimestriellement ou annuellement. De plus, l'acquéreur d'énergie et le gestionnaire de réseau devraient pouvoir convenir ensemble de se référer au maximum par heure ou par quart d'heure. Enfin l'OApEI devrait prévoir que pour les entreprises industrielles qui requièrent des pointes de puissance élevées, seule une partie des coûts de puissance sont reportés sur le consommateur final.

FR souhaite préciser à l'al. 1, let. a qu'il est question des pertes sur le réseau de transport. VS et Lonza proposent la modification suivante de l'al. 2: «...en proportion des coûts *directement causés* par les consommateurs finaux». Selon swissgrid, l'al. 2, let. a, ne mentionne pas tous les coûts normalement facturés au titre des services-système; il conviendrait d'ajouter la commande et la conduite du système, le comptage en exploitation ainsi que la fourniture d'énergie réactive au titre de l'exploitation du réseau (idem pour AES et VBE). En outre, le prix de la consommation d'énergie secondaire et tertiaire ne serait que partiellement reporté sur l'énergie d'ajustement.

NW, Economiesuisse, UPS, SGCI, USAM, Swissmem, FPE et USIE, des organisations politiques et techniques dans le domaine de l'énergie (ESPER, DSV, AES, SEV, swisselectric, SWV) ainsi que d'autres participants à la consultation, certains non sollicités (Migros, CP, EFNWCH, EWO, GGS, KGL, Ompex, SEVEN, FTS, VKE, WWZ) demandent la suppression de l'al. 2, let. b (report des coûts de renforcement des réseaux liés à la production d'énergie renouvelable), arguant que les investissements visés doivent être couverts par la rétribution à prix coûtant de l'injection, c'est-à-dire par les producteurs concernés.

USS et SSP se demandent si les art. 14 et 19 OApEI ne se contredisent pas. Selon EFET, l'utilisation transfrontalière du réseau ne saurait être facturée aux groupes-bilan, car ceux-ci n'en sont pas à l'origine. Coop voudrait mentionner à l'al. 3 le niveau de réseau au lieu du niveau de tension. EBM affirme qu'il faut biffer, à l'al. 1, let. a, la compensation des pertes, cependant qu'à l'al. 2 let. c, il s'agirait de suppléments prévus par la loi. EWS et EW Schwanden relèvent que les gestionnaires de réseaux régionaux alimentés par une centrale n'ont pas à assumer leur part des coûts d'un réseau de niveau supérieur et qu'au surplus, il conviendrait de toujours facturer en se référant à l'énergie nette. Selon ewz, SRZH et WWZ, il faudrait compléter l'al. 3 en précisant que la société nationale du réseau de transport facture les coûts imputables à des prix uniformes. ReLL et Zermatt proposent de biffer l'al. 1, let. b. De son côté, SIL tient à empêcher que le consommateur final qui achète l'énergie à l'étranger puisse reporter les coûts de transport supplémentaires sur l'ensemble des autres consommateurs. Swisselectricity suggère de déterminer la puissance maximale par rapport à la charge totale réelle du réseau par lequel le client est desservi.

3.15 Art. 15 Report des coûts du réseau de distribution

CGCA, GL, OW, TI et VS voient dans le report des coûts en fonction des puissances maximales trimestrielles une charge excessive pour les régions de montagne et réclament des valeurs mensuelles. Migros, AVDEL, Enerdis, ESR, EWBN, GGS, ReLL, SEVEN (en partie), SIB, SOGESA et Zermatt se rallient à ce point de vue. PS, des organisations économiques (USS, SSP), FSE et les organisations environnementales (MfE, Greenpeace, WWF) ainsi que d'autres participants à la consultation, dont certains n'ont pas été sollicités (UTP, HV), demandent la facturation d'au moins 70% selon la quantité d'énergie réellement prélevée et de 30% seulement selon les puissances maximales effectives. SGCI propose que sur un réseau où la production surpasse la consommation, les producteurs aient à assumer eux aussi une part des coûts de renforcement du réseau et des services-système, renforcement nécessaires de ces services en vertu de l'art. 19, al. 2 OApEI. L'AES voudrait préciser à l'al. 1 qu'il est question de la part des coûts d'un *gestionnaire* de réseau et à la let. b, de la moyenne des puissances maximales effectives. En outre, il faudrait biffer la dernière phrase de l'al. 2 (idem pour EWO). Selon Coop, il faut parler du niveau de réseau et non du niveau de tension; et préciser à l'al. 3 que les rémunérations de transit ont à être prélevées de façon différenciée selon les sept niveaux de réseau. CFF, UTP, ABB, EWS, EW Schwanden et Swisselectricity reprennent leurs remarques relatives à l'art. 14. Les réseaux construits dans les régions de montagne servant avant tout à évacuer l'énergie produite, tout en alimentant les vallées, les producteurs devraient supporter une partie des coûts, selon EWD AG et EWEM. De plus, il importerait de faire en sorte que l'exploitation des installations productrices directement connectées ne défavorise pas

les consommateurs finaux. Neuendorf a développé un modèle additif incluant une formule de calcul des tarifs de réseau, réputé répondre aux objectifs de la LApEI, mais plus simple à l'application. Dans ce modèle, les coûts ne sont pas reportés mais les composants en sont calculés pour chaque niveau de réseau selon la formule adoptée. Le tarif global résulte donc en l'occurrence de l'addition des tarifs des réseaux antérieurs et des éléments de tarifs de tous les niveaux de réseau du distributeur final utilisés par un consommateur donné. L'OAPEI devrait autoriser l'application de ce modèle. Enfin Lonza estime que l'al. 2 devait permettre aussi aux propriétaires de réseau de fixer des règles.

3.16 Art. 16 Tarif d'utilisation du réseau [variante]

Les participants ci-après soutiennent la variante proposée: ENDK, AI, AR, BL, GR, JU, LU, NE, NW, SG, SZ, VD, PS, Travail, FSE, Swissolar, MfE, Greenpeace, WWF, acsi, FRC, kf, FPC, CFC, HV, SEVEN (en partie).

Par contre, la proposition est rejetée par: AG, FR, LES VERTS, Economiesuisse, UPS, UPS, SGCI, USAM, Swissmem, FPE, USIE, DSV, SWV, AES, Migros, SATW, UVS, Avançon, AVDEL, Delémont, EKZ, Enerdis, ESR, EWBN, GGS, hcsa, hkbb, ReLL, SEVEN (en partie), sgs, SIB, SOGESA, SWA, Swisselectricity, FTS, VKE, Zermatt.

Quant à SH, Comco, energia alpina, ewz et SRZH, Pully, VBE, WWZ, ils proposent des adaptations.

3.17 Art. 17 Efficacité comparée, réduction des tarifs d'électricité et d'utilisation du réseau

Les Verts, Cemsuisse, SGCI, Swissmem, IGEB, Migros, GGS, Verre, Ompex et FTS approuvent cette disposition. Economiesuisse et UPS adhèrent à l'al. 1 mais demandent que l'on biffe l'al. 2. Cette suppression est aussi désirée par DSV, AES, VKE et SWA. Ces derniers participants plaident par ailleurs pour un nouveau titre marginal, qui serait «Vérification des tarifs d'électricité et d'utilisation du réseau». Ils souhaitent en outre que si l'EICOM vérifie les tarifs et rémunérations pour l'utilisation du réseau, elle le fasse sans comparer les degrés d'efficacité des gestionnaires de réseau mais en collaborant avec les milieux intéressés. SATW réclame le recours à différentes méthodes dans la mesure du degré d'efficacité. EWO, Delémont et hcsa bifferaient la dernière phrase de l'al. 1. Quant à hkbb, elle relève que la vérification des tarifs d'électricité n'est légitime que pour la fourniture aux consommateurs captifs, puisque le marché doit jouer pour les autres. SEVEN (en partie) s'oppose à ce que l'on intègre les valeurs de référence internationales.

3.18 Art. 18

CGCA, GL, OW et VS préconisent en outre des possibilités de dérogation quant à l'exploitation et aux coûts de réseau lorsque l'alimentation peu onéreuse et sûre en électricité des régions périphériques passe par le recours aux liaisons transfrontalières, voire par la construction de telles liaisons au niveau de la distribution. GR propose d'intituler cet article *Réseaux de transport transfrontaliers* et au surplus, le DETEC devrait, pour ce qui est de l'art. 17, al. 6 LApEI, prendre en compte la réglementation adoptée à l'étranger. TI demande que l'on réexamine la délégation de compétence inscrite à l'al. 1. Economiesuisse et UPS sont d'avis de biffer l'art. 18 dans son ensemble puisque l'art. 17, al. 6 LApEI invite le Conseil fédéral à se prononcer dans chaque cas sur la possibilité de

considérer des lignes transfrontalières comme des «merchant lines». AES voudrait biffer les let. b et j, swissgrid les let. d et j. Neuendorf fait sienne l'optique des petits distributeurs finaux. Il réclame pour l'application de la LApEI une démarche simplifiée, accessible aux non-professionnels, qui n'entraîne pas de surcoûts de nature à renchérir l'électricité. SIL voudrait trouver aussi dans cette disposition la définition de la procédure de recours.

3.19 Art. 19 Services-système

Selon NW, DSV, EFET, swissgrid, SWV, FPE, AES, fre et VKE, l'al. 2 doit faire place à une disposition nouvelle, ayant la teneur suivante: «*La société nationale du réseau de transport fixe les besoins et les conditions techniques des services-système à titre définitif. Elle prend en compte les normes et recommandations internationales émanant d'organisations professionnelles reconnues, notamment les prescriptions de l'UCTE.*» Les mêmes participants plus EWO proposent de biffer les al. 3 et 4, Economiesuisse, UPS, SEV et EOS font de même pour les al. 2-4, Sierre et WWZ pour l'al. 2, FTS pour les al. 2 et 3. PS, USS et SSP considèrent l'al. 4 comme indiqué. Les Verts n'acceptent la compensation intégrale de tous les coûts de renforcement des réseaux qu'à condition que l'EICom ait de son côté un pouvoir de décision intégral quant au développement du réseau. Pour EBM, les entreprises d'approvisionnement devraient se voir confier à l'al. 2 la tâche de déterminer le point de raccordement et les contributions aux coûts. EKZ souhaite compléter l'al. 1 en précisant que les coûts des services système doivent être communiqués à temps, compte tenu des nombreuses étapes de la transmission des informations. ReLL et Zermatt proposent que pour l'al. 3 (renforcements de réseau), il soit tenu compte aussi bien des coûts d'investissements que de ceux de l'exploitation et de l'entretien.

3.20 Art. 20 Groupes-bilan

Pour BS, il importe que les sept zones de bilan actuelles soient réunies le plus rapidement possible en une seule zone de réglage et de bilan ayant toutes les qualités requises: c'est la principale condition d'un marché de l'énergie libéralisé qui fonctionne. PS, AEE et Swissolar estiment que la fonction de responsable du groupe-bilan pour les énergies renouvelables ne peut pas être assumée par un acteur du marché. DSV, swissgrid et AES réclament la suppression pure et simple de l'al. 5, affirmant que la société nationale du réseau de transport obtiendra ces informations de la part des gestionnaires de réseau de distribution. AES préconise en outre la concrétisation des tâches des responsables de groupes-bilan (chargés du déroulement technique, organisationnel et commercial de la régularisation du bilan et du déroulement correct du programme prévisionnel vis-à-vis de la société nationale du réseau de transport) et, avec EFET, la suppression de la dernière phrase de l'al. 3. Selon Migros et GGS, les organisations économiques devraient fixer dans une directive les exigences posées aux responsables de groupe-bilan. Pour EBM, il faut renoncer à former plusieurs groupes-bilan dans la zone de réglage Suisse. SEVEN relève que des milieux politiques approuvent la formation d'un groupe-bilan.

3.21 Art. 21 Groupe-bilan pour les énergies renouvelables

CGCA, GL, OW, TI, UR, VS, EWBN, ReLL et Zermatt voudraient renoncer à former un «Groupe-bilan pour les énergies renouvelables», pour s'en tenir au système actuel du financement de la plus-value par le truchement des EAE. D'autres participants sont favorables à un tel groupe-bilan (PS,

Les Verts, ASIG). Selon BS, il conviendrait de définir pour les petites installations (notamment photovoltaïques et éoliennes) des profils de charge standard permettant une gestion aisée du programme prévisionnel. NW, FPE, USIE, DSV, swissgrid, SWV, AES, UVS, EBM, Ompex, sn energie et VKE demandent que l'al. 4 soit complété ainsi: «...sur l'énergie. *Le groupe-bilan pour les énergies renouvelables remet aux groupes-bilan acquéreurs les programmes prévisionnels appropriés. Il supporte lui-même les coûts de l'énergie de réglage, à charge des suppléments au sens de l'art. 15b, al. 4 L'Ene*». EFET, swissgrid et AES veulent en outre ajouter, à l'al. 1, que l'OApEI prévoit des dérogations dans le mesurage de la courbe de charge pour les installations de moins de 10 kW de puissance. AEE et Swissolar veulent biffer l'al. 3. SATW voudrait renoncer à la mention du prix du marché à l'al. 4 et contraindre les groupes-bilan à reprendre la quantité physique d'électricité qui leur revient, la société nationale du réseau de transport et le responsable du groupe-bilan pour les énergies renouvelables devant, de leur côté, assurer la compensation des surcoûts. Selon EWO, le responsable du groupe-bilan pour les énergies renouvelables devrait établir des programmes prévisionnels pour les installations dont la puissance installée ne dépasse pas 2 MW, les prévisions pour les installations plus importantes relevant de leur gestionnaire (al. 2). EW Schwanden voudrait inscrire à l'al. 4, pour les producteurs d'énergie renouvelable attribués à ce groupe-bilan et ensuite pour les gestionnaires de réseau, un droit de préemption de l'énergie fournie, selon la quantité fournie et au même prix. SEVEN demande une formulation plus précise de l'al. 4.

3.22 Art. 22 Energie de réglage et d'ajustement à la consommation

Cemsuisse, Economiesuisse, UPS, SGCI, Swissmem, IGEB, Coop, Migros, fre, GGS, Verre et FTS demandent que l'al. 1 soit biffé, l'énergie de réglage devant être acquise dans le respect des mécanismes de la concurrence et de façon non discriminatoire. Selon SSA et SGS, il ne faut autoriser à la vente d'énergie de réglage et d'ajustement à la consommation que les centrales qui respectent absolument les prescriptions relatives aux eaux résiduelles inscrites aux art. 31 ss. LEaux. SAB et GV approuvent la priorité accordée aux énergies renouvelables mais souhaitent voir mentionnée explicitement la force hydraulique, comme on l'a fait à l'art. 20, al. 3 LApEI. Selon EWD AG, EWEM et VBE, il convient de déclarer comme telle l'électricité tirée d'énergie renouvelable. Pour hkbb, il faut formuler l'al. 1 de façon plus précise, afin que cette disposition ne puisse pas ouvrir la voie à un nouveau mode de promotion des énergies renouvelables. AES entend ajouter un al. 1a, aux termes duquel la société nationale du réseau de transport fixe le volume d'énergie de réglage nécessaire en Suisse ainsi que les conditions techniques de cet apport, et prend en compte pour cela les normes et recommandations des organismes spécialisés reconnus (UCTE). En outre, les rémunérations dues pour l'énergie d'ajustement à la consommation devraient s'appuyer sur les coûts supportés par la société nationale du réseau de transport (al. 3, idem pour swissgrid et fre). Ompex préconise que les prix de l'énergie d'ajustement à la consommation soient fixés conformément au principe de causalité. ReLL et Zermatt proposent un nouvel al. 4 autorisant le gestionnaire de réseau qui fournit de l'énergie d'ajustement pour faciliter la réalisation du programme prévisionnel à en facturer la même quantité à ses clients non captifs.

3.23 Art. 23 Marche à suivre en cas de congestion dans les fournitures transfrontalières

Les Verts approuvent la publication des recettes obtenues. Economiesuisse, UPS, USAM, USIE, EFET, SWV, AES, UVS, CP, ewz, fre, SEVEN (partiellement) et SRZH demandent la suppression de l'al. 2 en arguant du fait que la preuve est très difficile à apporter. Pour DSV, EWE, EWS, SEVEN (partiellement) et VKE en revanche, cet alinéa se justifie. A défaut, on courrait le risque de

voir des fournisseurs importer, pour alimenter leurs clients captifs, de l'électricité renchérie du fait des congestions dans le trafic transfrontalier, cependant que du courant indigène de grande valeur serait vendu à l'étranger. En outre, AES demande que l'on précise la formulation de l'al. 3, où la différence entre «la totalité des capacités attribuées» et «les capacités attribuées» n'apparaît pas.

3.24 Art. 24

ENDK, CGCA, et avec eux de nombreux cantons (AG, AI, AR, BE, BL, GL, JU, LU, NE, OW, SG, SH, SO, SZ, TI, TG, UR, VD, VS, ZH), SATW et EWO considèrent l'al. 1 comme dénué de fondement juridique et superflu; ils le rejettent pour ne pas créer un précédent. Ils considèrent qu'il appartient aux cantons et à eux seuls de décider s'il y a lieu de formuler des modèles d'actes législatifs et dans l'affirmative, qui doit le faire. En outre ENDK et les cantons qui se joignent à elle demandent un nouvel al. 6: *Les organes chargés de l'exécution de la présente loi, notamment l'EICom, la société nationale du réseau de transport ainsi que le responsable du groupe-bilan pour les énergies renouvelables informent les cantons sur toutes les procédures et décisions les concernant et leur remettent les rapports y relatifs.* CGCA demande en outre que l'on réexamine toutes les délégations législatives accordées à divers acteurs (gestionnaires de réseau, DETEC, OFEN, EICom). PS, USS et SSP soulignent l'importance du rapport de l'OFEN (al. 4) sur l'efficacité et le caractère économique du nouveau cadre juridique. AES souhaite la suppression de l'al. 3 et demande, en accord avec SIL, le rapport de l'OFEN après 3 ans déjà.

3.25 Art. 25 Hausse des tarifs d'électricité

CEATE-N relève la contradiction entre l'obligation de requérir une autorisation et l'objectif de libéraliser le marché de l'électricité. ENDK, plusieurs cantons (AG, AI, AR, BL, FR, GL, JU, LU, NW, SZ, TI, UR, ZG), des organisations économiques (Economiesuisse, UPS, SGCI, USAM, Swissmem, FPE, USIE) ainsi que des organisations politiques et techniques du domaine de l'énergie (ESPER, DSV, EFET, SEV, swisselectric, SWV, AES, ASIG) et d'autres participants à la consultation, dont certains non sollicités (Migros, SATW, UVS, Avançon, AVDEL, CP, Delémont, EFNWCH, Enerdis, ESR, ewz, FME, FMV, fre, GGS, hcsa, hkbb, KGL, Pool, Pully, RE, REN, Schwanden, SEVEN, SIB, SIL, SIM, SOGESA, SRSG, SRZH, UVS, SWA, FTS, VBE, VKE, WWZ) demandent l'abandon de cette disposition, considérée comme dénuée de fondement juridique suffisant. Pour l'ASIG, l'art. 25 OApEI représente en fait une interdiction de hausse des prix qui s'oppose diamétralement à l'encouragement de la concurrence.

En revanche, PS, Travail, les organisations de consommateurs (acsi, FRC, kf, FPC) et quelques autres participants à la consultation, dont certains non sollicités (SAB, GV, CFC, SEVEN) considèrent cet article comme nécessaire. SSA et SGS ajouteraient que des hausses de tarifs ne seraient concédées qu'à des sociétés de production garantissant partout des volumes d'eaux résiduelles convenables. Même Comco approuve le principe du mécanisme prévu, tout en se demandant si l'EICom dispose des ressources nécessaires pour mener de nombreuses procédures d'autorisation.

CEATE-E de son côté se demande si l'autorisation exigée ne devrait pas l'être également des fournisseurs des gestionnaires de réseau. CGCA, TI et EWBN proposent que l'on réexamine cette disposition. De l'avis de GE, le consommateur final qui renonce à son droit d'accès au réseau devrait bénéficier de la même protection que le consommateur captif. Selon EBM, une hausse ne devrait être acceptée que si elle correspond à une augmentation des coûts de production. Neuendorf préconise que seul un relèvement des tarifs actuels de plus de 20 ct./kWh doive être soumis à l'EICom.

Pour ReLL et Zermatt, l'EICoM ne doit pouvoir exiger une réduction de prix que si l'enquête révèle des abus manifestes.

3.26 Art. 26 Adaptation de contrats existants

CEATE-E tient à une claire réglementation du sort à réserver aux contrats existants. Selon ENDK, CGCA et de nombreux cantons (AG, AI, AR, BE, BL, GL, GR, JU, LU, NE, OW, SG, SH, SO, SZ, TI, UR, VS) de même que SAB et GV, l'al. 1 devrait être complété ainsi: «¹ Si des dispositions (...), ces dispositions perdent leur validité. *Ne sont pas concernées en l'occurrence les prestations convenues en rapport avec l'octroi de droits d'eau.*» NW, FPE, USIE, DSV, swisselectric, SWV, AES, UVS et VKE proposent de reformuler ainsi l'al. 1: «¹ *Dans la mesure où des contrats actuels contreviennent aux prescriptions sur l'accès au réseau ou sur la rémunération pour son utilisation, ils sont caducs. Les contrats en vertu desquels un ayant-droit a acquis un droit assimilable à la propriété doivent être adaptés au nouveau contexte.*» Les mesures d'exécution sévères conviennent bien aux VERTS. Selon Schwanden et Vischer, cet article manque de fondement légal.

3.27 Art. 27 Modification du droit actuel

Cet article n'a suscité aucune remarque.

3.28 Art. 28 Entrée en vigueur

ENDK et plusieurs cantons (AG, AI, AR, BL, GL, GR, JU, LU, NE, NW, SG, SH, SO, SZ et TG) demandent la mise en vigueur au 1^{er} octobre 2008 des dispositions de la LApEI importantes pour eux. Travail voudrait la mise en vigueur de toute l'ordonnance au 1^{er} janvier 2008, FPE de même, mais avec une ouverture du marché repoussée à la fin de l'année 2008, pour que les travaux préparatoires nécessaires puissent être achevés. Divers participants (USIE, DSV, AES, VKE) proposent que plusieurs autres articles (5, 13, 17) n'entrent en vigueur que le 1^{er} octobre 2008. Selon SAB et GV, il faudrait prévoir des mesures transitoires s'il apparaissait que les prescriptions liées à la formation des groupes-bilan ne peuvent pas être mises en vigueur au 1^{er} octobre comme prévu. Divers participants spontanés (Avançon, AVDEL, ESR, sgs, SIB, Sierre, SIL, SOGESA et SRSG) proposent la mise en vigueur au 1^{er} janvier 2009 des articles énumérés à l'al. 2.

B. Ordonnance sur l'énergie

1. Remarques concernant la procédure de consultation

Le Département du DETEC a soumis l'ordonnance sur l'énergie en date du 27 juin 2007 aux organisations et associations intéressées. La période de consultation expirait au 15 octobre 2007. 207 prises de position ont été reçues.

Projet de révision de l'OENE	Consultés	Réactions
CEATE-E et CEATE-N	2	2
Cantons, EnDK et CGCA	28	28
Partis politiques	18	7
Associations économiques	27	15
Organisations politiques/techniques du domaine de l'énergie	49	26
Organisations de consommateurs	8	3
Organisations environnementales	12	8
Autres participants invités	18	5
Participations spontanées	--	113
Total	162	207

Le rapport d'évaluation se compose de trois parties. Au chiffre 2, on trouvera une présentation des remarques générales émises par les divers groupes de participants à la consultation.

Pour des raisons de capacité, le rapport ne mentionne pas toutes les prises de position, notamment celles qui émanent des participants non invités (réactions spontanées). Mais toutes les prises de position ont été soigneusement étudiées.

Nombre de participants ont des positions semblables, voire identiques quant à certains contenus. L'aperçu qui suit regroupe les prises de position semblables pour améliorer la lisibilité. Dans le rapport, les divers participants à la consultation ne sont pas toujours énumérés, mais ils sont chaque fois compris dans les prises de position mentionnées.

EnDK: AG – AI – BL – FR – GR – JU – LU – NE – SZ – UR – VD;

CGCA: GL – GR – NW – OW – TI – UR – VS;

economiesuisse: Cemsuisse – UPS – ZPK – IGEB;

AES: AEW – Atel – BKW – CKW – DSV – Elektrizitätswerk des Bezirks Schwyz (ebs) – EGL – EF – Energie Thun – ESI – EWA – EW Elm, Filzbach, Mollis, EWN – Uster – FMV, Glarus-Nord – Gemeindegewerk Küsnacht (ZH) – Zollikon – NOK – Steiner Energie Malters – UDC – SWA – swisslectric – SWV – FPE – USIE – Wasser- und Elektrizitätswerk Niederurnen.

2. Remarques générales des divers groupes de participants à la consultation

2.1 Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE) du CN et du CE

La CEATE-N souligne que, dans l'esprit d'une mise en œuvre précise de la loi, les coûts supplémentaires effectifs doivent être indemnisés, les tarifs devant s'aligner sur les développements internationaux. Dans le domaine du photovoltaïque, elle propose une réduction accélérée de la rémunération. En ce qui concerne les appels d'offres publics pour les mesures d'efficacité, il est avant tout d'une importance cruciale de prévoir une gestion rationnelle et économe de l'électricité.

S'agissant de la rétribution du courant injecté, la CEATE-E craint que l'introduction du groupe-bilan pour les énergies renouvelables ne contredise l'objectif de fournir les consommateurs finaux à des prix avantageux. Si les EAE doivent livrer l'électricité produite à partir d'énergies renouvelables au groupe-bilan pour les énergies renouvelables, elles ne pourront pas accroître leur propre production, ce qui serait pourtant important pour un approvisionnement avantageux. En outre, la CEATE-E insiste sur la nécessité de vérifier régulièrement les tarifs, afin de corriger les taux excessifs.

L'une et l'autre commission souhaitent que l'OFEN établisse un rapport annuel sur la mise en œuvre de l'OEne.

2.2 Cantons / EnDK / CGCA

La EnDK, la CGCA et le canton de SG rejettent explicitement le projet de révision de OEne et requièrent un remaniement fondamental; ZH et SZ se montrent critiques à son égard; les cantons de AR, BE, SH et TG sont explicitement d'accord avec le projet; les autres cantons saluent le projet, tout en formulant certaines demandes de modifications.

La EnDK demande que l'on produise, avec les moyens financiers disponibles, autant d'énergie par technologie qu'il est possible dans les meilleurs délais et au plus haut niveau de qualité réalisable. Elle exige un remaniement fondamental et une simplification des dispositions de la RPC, afin de promouvoir prioritairement les installations les plus efficaces adaptées au marché.

La principale préoccupation de la EnDK, des cantons de AR, SO, ZG et ZH est la suppression de l'art. 11a OEne-P, qui empiéterait sur les compétences cantonales. Ces participants attachent en outre de l'importance à ce que les cantons soient informés particulièrement de l'évolution de la rétribution du courant injecté.

Parallèlement aux cantons mentionnés ci-dessus, la SSA et la SGS s'expriment aussi sur l'art. 11a OEne. Selon ces deux intervenants, des prescriptions devraient soumettre les contributions aux investissements dans les nouvelles constructions et les assainissements à l'observation de la norme MINERGIE-P ou de standards comparables.

2.3 Partis politiques

Le PDC est partisan de la révision et renvoie aux prises de position des CEATE-N et E. Les Verts et le PS observent que les programmes d'accroissement de l'efficacité sont négligés, alors que l'efficacité représente la source énergétique la moins chère et la plus écologique. L'UDF salue la mise en œuvre rapide du projet.

L'UDC rejette le projet. Elle demande des conditions-cadres claires et l'absence de surréglementation; au demeurant, elle se réfère à la prise de position de l'AES.

2.4 Associations économiques

Pour la HEV, il importe que les moyens financiers à disposition servent prioritairement à promouvoir la production supplémentaire d'électricité et non pas l'assainissement d'installations existantes.

Selon l'USP, l'ordonnance sur l'énergie devrait constituer une incitation à concrétiser le potentiel de la production énergétique renouvelable de la Suisse au moyen d'installations porteuses d'avenir, efficaces et rentables économiquement. Le principal potentiel se situerait dans l'exploitation de la biomasse. Selon le projet de consultation, celle-ci ne serait pas rentable.

Swissmem aurait souhaité des concepts de promotion davantage axés sur la concurrence et recherchant moins à conserver les acquis.

economiesuisse déplore la profusion de dispositions de détail. La rétribution du courant injecté, volontiers considérée comme un instrument de marché, doit être réglementée à grands frais. Des procédures plus simples et plus conformes au marché seraient préférables. Economiesuisse requiert l'exclusion des petites installations inefficaces de la RPC.

2.5 Organisations politiques et techniques du domaine de l'énergie

electrosuisse et l'AES demandent que la promotion des énergies renouvelables s'oriente prioritairement selon les besoins de l'économie énergétique du pays. electrosuisse veut exclure de la RPC les très petites installations inefficaces. A l'opposé, l'ISKB souhaite que les petites installations soient soutenues en raison de leur acceptation locale.

L'ADEV accueille favorablement que les coûts de revient déterminants pour le calcul de la RPC soient détaillés dans l'ordonnance et que l'on y distingue clairement les coûts de développement du réseau des coûts de raccordement au réseau.

Selon EF, le rapport utilité-coûts des mesures de promotion et la gestion économe des moyens financiers doivent avoir la priorité.

BioM est d'avis que l'ordonnance devrait créer les incitations requises pour que les potentiels des énergies renouvelables soient utilisés de manière optimale et efficace. L'objectif central devrait être d'utiliser la biomasse existante optimalement du point de vue énergétique et de constituer des circuits régionaux.

L'ADER salue la nouvelle loi sur l'énergie, mais se déclare déçue de sa mise en œuvre dans l'ordonnance, qui contredirait l'esprit et le but de la loi.

2.6 Organisations de consommateurs

La FRC accueille favorablement le projet de révision de l'OEne. Selon elle, il s'agit toutefois de veiller à ce que les petites installations photovoltaïques ne soient pas entravées par des procédures compliquées.

L'IGEB, qui aurait souhaité des concepts de promotion axés sur la concurrence, trouve que les modifications proposées de l'OEne sont compliquées et trop détaillées.

2.7 Associations environnementales

Greenpeace, Pro natura et le WWF souhaitent des programmes d'efficacité garantissant que les moyens limités à disposition soient concentrés sur le domaine de l'électricité.

MfE, Greenpeace, Pro natura et le WWF proposent de définir dans l'ordonnance les exigences à remplir par les sites retenus pour les installations.

La communauté Rheinaubund souligne qu'une politique énergétique durable doit toujours contribuer à une réduction de la consommation d'énergie; cet intervenant exige de plus, en particulier, que les dispositions en matière de protection des eaux soient respectées.

Les fondations SSA et SGS demandent que le droit à la RPC soit accordé dans un délai de deux mois après le dépôt de la requête. En outre, elles sont d'avis que certaines demandes pour des installations solaires devraient bénéficier d'un traitement accéléré.

MfE, SSA et SGS souhaitent privilégier l'énergie produite de manière décentralisée, ce qui permettrait de faire l'économie d'agrandissement du réseau.

La FP exige une obligation de planification au niveau du plan directeur pour les parcs éoliens comptant trois installations ou plus.

2.8 Autres participants invités

Migros aurait souhaité des concepts de promotion axés sur la concurrence plutôt que sur la protection des acquis. La SATW saluerait une ordonnance allégée.

La SAB se dit d'accord avec le projet de révision de l'OEne. L'UVS approuve en principe les adaptations proposées et soumet diverses propositions de modification.

3. **Aperçu de certaines critiques formulées**

3.1 Attestation d'origine (art. 1d OEne)

Suisse Eole demande une attestation séparée de la promotion de la production d'électricité provenant d'énergies renouvelables aux termes de l'art. 7a LEne. L'ECS plaide en faveur d'une limitation de l'obligation de présenter l'attestation d'origine pour l'électricité issue d'énergies renouvelables.

L'ISKB souhaiterait que l'attestation d'origine pour les petites centrales hydroélectriques soit établie par l'EAE locale. La SSIC considère qu'il s'agit là d'une tâche incombant aux producteurs.

Selon l'AEE, l'attestation d'origine ne devrait tenir compte que des seules composantes qualitatives et non pas des composantes physiques.

L'AEE, l'ECS, l'AES et l'association VUE signalent que le négoce de l'attestation d'origine doit rester possible dans le cadre du financement des coûts supplémentaires au sens de l'art. 28a LEne et de contrats d'électricité sur le marché libre.

3.2 Qui doit assumer les coûts de raccordement au réseau ou de renforcement du réseau? (art. 2, al. 6 OEne)

L'UDC, la FPE, l'USIE, la DSV, electrosuisse et l'AES demandent que les coûts de renforcement du réseau et de l'énergie de réglage soient compris dans le plafond de coûts de 0,6 ct./kWh et qu'ils ne puissent pas être imputés au-delà de cette limite sur les coûts de l'électricité.

Le PS et la FSE ne veulent pas imputer les coûts de renforcement du réseau aux producteurs. Afin d'empêcher que les gestionnaires de réseau ne retardent le développement du réseau, ils recommandent de les obliger à développer le réseau dans un délai de deux ans.

Selon l'USIE, la DSV, electrosuisse et l'AES, les producteurs doivent en principe supporter les coûts de raccordement au réseau. De l'avis de l'USP, le producteur ne devrait assumer les coûts du réseau que si la distance au prochain transformateur est inférieure à 100 mètres; dans les autres cas, le gestionnaire du réseau devrait être responsable de leur financement. L'AEE et BioM proposent une répartition similaire des coûts.

3.3 Nouvelles installations (art. 3a OEne)

Le canton de BS trouve trop élevées certaines exigences posées à l'agrandissement et à la rénovation des installations existantes ou à l'augmentation de l'efficacité énergétique. L'Association professionnelle suisse de couplage chaleur-force souhaite réduire la part minimale des coûts d'investissement de 50% à 25%. Selon le canton de SH, il faudrait préciser que seuls entrent en question les investissements servant directement à la production d'énergie.

Selon la FSE, Greenpeace, Pro natura, le WWF et la communauté Rheinaubund, il convient d'empêcher les pseudo-rénovations. C'est pourquoi ces intervenants proposent de limiter la RPC à la production supplémentaire effectivement nouvelle. Swissolar souhaite n'en faire bénéficier que les installations présentant une augmentation d'au moins 50% de la production d'électricité.

3.4 Organe d'exécution de la procédure d'annonce et d'avis (art. 3g OEne)

Le canton de BS, le PS, la FSE, l'AES, Greenpeace, Pro natura, le WWF, la CRAPI et la FRC souhaiteraient une procédure d'annonce plus simple; le PS propose une alternative au système d'annonce actuel.

Le canton de VD, le PS, la FSE, Greenpeace, Pro natura et le WWF demandent que l'organe d'exécution responsable de la notification et du contrôle ne soit pas la société nationale du réseau de transport, mais l'administration (OFEN). La CRAPI et Swissolar seraient favorables à ce que cette tâche soit confiée aux gestionnaires de réseau.

3.5 Prix du marché (art. 3h, al.2 OEne)

L'AES propose les prix Future comme référence du prix de marché.

La FSE, la fondation SSA, Greenpeace, Pro natura, le WWF, la fondation SGS et l'UVS sont d'avis que le calcul du prix de marché doit tenir compte du fait que l'électricité produite de manière décentralisée diminue la charge des réseaux en amont. Pour calculer les «coûts non couverts» ou les coûts supplémentaires de telles installations, il ne faudrait pas se référer au prix du marché européen, mais se rapporter aux coûts évités, qui surviendraient en cas d'approvisionnement sur le marché.

En outre, Les Verts, le PS, l'USS, Travail, la FSE, la fondation SSA, Greenpeace, Pro natura, le WWF, Swissolar et la fondation SGS considèrent que les prix spot négociés en bourse constituent une référence inadéquate pour déterminer le prix du marché. Dans la mesure où l'énergie photovoltaïque est directement injectée de son propre toit, il n'y a pas de coût non couvert en cas de «grid parity», c'est-à-dire si les coûts de l'électricité du réseau ne sont pas inférieurs à ceux du courant provenant de son propre toit.

3.6 Fonds pour les suppléments prélevés par la société nationale du réseau de transport (art. 3h, al. 4 OEne)

Pour le cas où les moyens financiers du fonds destiné au versement de la RPC ne suffiraient pas, l'USP et BioM demandent que le responsable du groupe-bilan garantisse la liquidité du fonds à l'aide de crédits bancaires (ou de prêts, canton de BS).

swissgrid signale que les sources de recettes du groupe-bilan pour les énergies renouvelables ne consistent pas seulement dans les moyens du fonds, mais aussi dans la rétribution au prix du marché. C'est pourquoi le texte de l'ordonnance devrait être complété en conséquence.

3.7 Appels d'offres publics soumis aux règles de la libre concurrence (art. 4 OEne)

La CEATE-N, Les Verts, l'AEE, la FSE, Greenpeace, Pro natura et le WWF demandent que l'objectif de réduction des émissions de CO₂ soit supprimé et que les moyens se concentrent sur le domaine de l'électricité. Selon economiesuisse, les domaines des appareils et des véhicules doivent aussi être supprimés.

3.8 Passage du modèle d'injection visé à l'art. 7a LEne au modèle de marché de l'électricité écologique librement consenti aux termes de l'art. 7b LEne (art. 6, al. 1 OEne)

L'AES soutient la réglementation prévue, mais souhaite toutefois étendre à trois mois le délai de communication du producteur au groupe-bilan. En outre, pour les installations appartenant, dans le cadre d'un partenariat, à divers copropriétaires juridiquement et économiquement indépendants, l'AES souhaiterait que la possibilité soit donnée aux propriétaires de gérer indépendamment le passage concernant leur propre partie.

Energie-bois Suisse saluerait que le passage du modèle d'injection au modèle de marché écologique soit possible mensuellement. Swissolar, qui estime que la sortie de la rétribution de l'injection à prix coûtant devrait être conçue plus flexiblement, propose un passage mensuel de 7a à 7b LEne. BioM et l'USP demandent que le passage entre le modèle d'injection et le marché écologique librement consenti soit possible à tout moment.

Le canton de VD, l'ISKB, la FSE, Suisse Eole, Greenpeace, Pro natura et le WWF souhaitent permettre aux producteurs de répartir leur production d'électricité entre l'art. 7a et l'art. 7b LEne.

3.9 Marché pour la production d'électricité écologique

Selon la FPE, l'USIE et l'AES, il faudrait que soit préservé, outre la promotion des énergies renouvelables par les subventions de l'Etat, un marché transparent librement consenti pour les «produits électriques écologiques».

3.10 Réglementations d'exception pour les grands consommateurs

Le canton du VS et des consommateurs finaux grands consommateurs d'énergie comme Cemsuisse, economiesuisse, la SSIC, Swissmem, l'IGEB et Migros demandent de concrétiser, au niveau de l'ordonnance, la possibilité de la clause pour les cas de rigueur prévue à l'art. 15b, al. 3 LEne. Les coûts d'électricité de la plupart des entreprises n'atteindraient pas le seuil requis de 10% de leur valeur ajoutée brute.

3.11 Entrée en vigueur

Le PS, Travail, l'USS, l'AEE, la fondation SSA, l'UVS, Swissolar et la fondation SGS demandent une entrée en vigueur dès le 1^{er} janvier 2008.

4. Commentaires concernant les appendices de l'ordonnance sur l'énergie

La EnDK, la CGCA, le canton de BS, Les Verts, le PS, Cemsuisse, economiesuisse, l'USAM, Swissmem, l'EPSE, la DSV, l'AES, Electrosuisse, MfE, Migros et la SATW déplorent que les annexes, c'est-à-dire la procédure et l'ensemble du système de calcul et d'annonce soit trop compliqués ou trop détaillés et qu'ils entraînent ainsi un coût administratif élevé. En revanche, l'ASED et Swissolar saluent la structure claire du projet de révision de l'OEne. L'ASED estime nécessaire d'améliorer des points essentiels concernant les installations produisant de l'énergie à partir de combustibles grâce à la technologie CCF. Swissolar souhaite une procédure d'annonce plus simple pour les exploitants de petites installations.

Les cantons de SH et TG, le PS, l'USAM, Travail, la HEV, la FPE, la DSV, la CRAPI, Swissolar, l'AES, et l'UVS demandent généralement des mesures incitatives rémunérant spécialement la production aux heures de consommation de pointe.

L'UDF, Les Verts, le PS, Travail, la FSE, Greenpeace, Pro natura, le WWF et la communauté Rheinaubund demandent que des technologies supplémentaires soient intégrées dans l'ordonnance.

L'ADER craint, d'une part, que des gains injustifiés ne soient possibles en raison de l'introduction de la RPC et, d'autre part, que certaines installations ne puissent pas être construites.

Pour tous les appendices, le montant prévu de la rétribution est critiqué et controversé. Ce que les uns considèrent trop élevé est jugé trop bas par les autres.

4.1 Appendice 1.1 Conditions de raccordement pour les petites centrales hydrauliques

La EnDK, la CGCA, les cantons de SG et SH et l'UVS rejettent le concept nouvellement introduit de «puissance équivalente» et demandent, en vertu de la loi sur l'utilisation des forces hydrauliques, que la rétribution soit calculée sur la base de la puissance brute.

De l'avis de la EnDK et de la CGCA, la rétribution prévue par le modèle serait trop faible pour les transformations de centrales requérant des investissements techniques importants, car le bonus d'aménagement des eaux disparaît dans de tels cas. L'indemnisation ne saurait dépendre d'une production supplémentaire si les coûts d'investissement restent inférieurs à 50%.

La CGCA propose un modèle alternatif de rétribution comportant une indemnisation fixe et relève la différence de rétribution des centrales hydrauliques du Plateau et des régions de montagne. La EnDK et la GCA regrettent que la qualité en termes d'économie énergétique ne soit pas récompensée.

Le canton de GL et l'ISKB salueraient l'introduction d'un bonus pour les installations à accumulation. Selon le canton de GL, cette solution pourrait remplacer éventuellement le bonus de niveau de pression.

Selon l'ISKB, il faudrait empêcher la mise hors service des petites centrales hydrauliques. L'ISKB souhaiterait en outre une rémunération séparée de la redevance hydraulique.

La SWV demande, outre des incitations financières, de bonnes conditions-cadres légales, en particulier pour les centrales hydrauliques situées au-dessus du plafond fixé à l'obtention du soutien de la RPC. Cette demande signifie en premier lieu que l'on tienne compte de la situation particulière dans l'application des exigences relatives à la protection des eaux.

Le PS, Travail et l'ISKB veulent que seules bénéficient de la RPC les installations requérant effectivement un assainissement. Il faut empêcher les mesures incitant à des investissements supplémentaires superflus.

Le SAB critique les avantages accordés aux très petites installations hydrauliques; de telles mesures vont à l'encontre de l'objectif fixé: à savoir une augmentation de la production d'électricité de 2000 GWh jusqu'en 2030.

Le développement de l'exploitation de la force hydraulique doit être respectueux de l'environnement, selon Les Verts, la FSE, la fondation SSA, Greenpeace, Pro natura, la fondation SGS et le WWF. Les Verts souhaitent que l'on prête une attention particulière, lors de l'exécution, à la protection des paysages et des communautés de vie. Le PS demande à la Confédération de contrôler le respect des dispositions en matière de débit résiduel et d'édicter des règles claires pour les investisseurs. Pour la communauté Rheinaubund, il importe de ne créer aucune incitation à remettre en exploitation les petites centrales hydrauliques mises hors service; de telles installations doivent être désaffectées et non remplacées .

De nombreuses propositions controversées ont été soumises quant au calcul et au montant de la RPC.

4.2 Appendice 1.2 Conditions de raccordement pour le photovoltaïque

L'USP demande que les taux de rétribution soient adaptés selon des critères économiques et écologiques. Le canton de BS considère que les différences de rétribution sont trop importantes entre les installations de différentes tailles. Le canton de TG, Les Verts, la FSE, Greenpeace, Pro natura, le WWF et l'UVS trouvent que les tarifs de rétribution des petites installations sont trop élevés, tandis que ceux des grandes installations sont trop bas. Le niveau élevé des rétributions en faveur des petites installations constitue, selon le PS, la FSE, Greenpeace, Pro natura et le WWF, une incitation unilatérale à investir dans de petites installations onéreuses. L'AES rejette le taux de rétribution spécifique pour les 10 premiers kW, car cette pratique entraînerait une consommation rapide des moyens financiers.

Le canton de GE est d'avis que les taux de rétribution ne suffiront pas à un amortissement sur 20 ans et qu'il convient donc d'adapter les tarifs en conséquence. C'est aussi la proposition de l'ADEV. Swis-solar propose de prolonger la durée de rétribution à 25 ans.

Selon la communauté Rheinaubund, seules devraient être prises en compte les installations se trouvant dans des constructions conformes à la zone.

Les fondations SSA et SGS proposent de ne prévoir que deux catégories de rétribution, afin de simplifier la RPC.

4.3 Appendice 1.3 Conditions de raccordement pour l'énergie éolienne

La FSE, Greenpeace, Pro natura et le WWF recommandent d'intégrer l'adéquation du site dans l'ordonnance. 96 sites du concept d'énergie éolienne pour la Suisse de 2004 et les zones délimitées à cet effet dans les plans directeurs cantonaux sont déterminants. Suisse Eole accueillerait favorablement l'intégration de sites de référence dans l'ordonnance.

Suisse Eole considère que le modèle choisi constitue fondamentalement une solution appropriée. Conformément au concept d'énergie éolienne pour la Suisse, il convient de privilégier des installations aussi grandes que possible. Malheureusement, les prix actuels ne permettent pas d'atteindre cet objectif: les grandes installations sont 20% plus chères aujourd'hui qu'il y a deux ans.

Les Verts, la FSE, l'AES, Greenpeace, Pro natura, le WWF et l'USAM proposent de supprimer les forfaits liés à l'altitude.

La FP souhaite définir différemment les sites de référence.

La SATW demande que les installations soient traitées au cas par cas et que les taux de rétribution baissent davantage.

4.4 Appendices 1.4 et 1.6 Conditions de raccordement et couverture des risques pour les installations géothermiques

Géothermie déplore que le projet n'offre pas de possibilité de couvrir les risques inhérents aux projets de géothermie sans production d'électricité et qui font appel à la technique hydrothermique à moyenne profondeur. Elle propose de ce fait une couverture des risques de 10 ans pour les projets à une profondeur comprise entre 1 et 3 km.

Géothermie et l'AES s'opposent à l'exclusion des installations hybrides.

Géothermie craint que les taux de rétribution ne couvrent vraisemblablement pas les coûts, ce qui contreviendrait à l'objectif de promotion du législateur.

La SATW estime qu'il serait judicieux de traiter la question au cas par cas, étant donné que seul un nombre limité de projets devrait vraisemblablement être réalisé. Cela permettrait de tenir compte des variations au niveau des coûts bruts.

4.5 Appendice 1.5 Conditions de raccordement pour les installations de biomasse

Erdgas Innerschwyz, Erdgas Obersee, Erdgas Ostschweiz, Erdgas Toggenburg, Erdgas Zürich, Energie Uster et Werke Wädenswil sont d'avis que les taux maximaux d'utilisation de l'électricité et de la chaleur ainsi que les potentiels maximaux de réduction du CO₂ sont réalisables si l'essentiel du biogaz produit atteint le niveau de qualité du gaz naturel et est injecté dans le réseau gazier. Selon ces intervenants, toutefois, le bilan de la Suisse en matière de CO₂ ne pourra pas être sensiblement amélioré par la transformation du biogaz en électricité.

4.5.1 UIOM

Les cantons de GL, GR, SH et UR, l'ASED et l'UVS demandent désormais pour les UIOM que le critère d'autorisation des nouvelles installations constitué par le taux d'utilisation énergétique global soit augmenté de 10% (l'ASED et l'UVS formulent la même demande pour les installations d'incinération des boues).

Le PLS est d'avis que la RPC va profiter aux exploitants d'installations qui n'ont rien investi durant des années dans l'amélioration de l'utilisation énergétique, tandis que ceux qui se sont efforcés continuellement d'améliorer l'utilisation de l'énergie repartent les mains vides.

S'agissant de la reconnaissance de la partie renouvelable, l'USP plaide en faveur d'une réduction de 10%. L'ASED salue la clarté de la définition proposée et tient la limite de 50% pour appropriée.

Les Verts, la FSE, Greenpeace, Pro natura et le WWF recommandent de prescrire un taux d'utilisation énergétique global d'au moins 50%. Energie-bois Suisse est en faveur d'une limite de 15% comme

taux minimal d'utilisation de la chaleur. L'ASED propose de réduire à 22% le taux d'utilisation de l'électricité.

L'ASED trouve que la rétribution proposée est raisonnable, tandis que l'USP demande que l'on procède à son examen critique. L'AES propose que l'on augmente les taux de rétribution prévus.

Le canton de BE souhaite introduire des étapes de réduction appropriées pour les UIOM.

4.5.2 Installations d'incinération des boues

Comme pour les UIOM, l'ASED et l'UVS demandent une augmentation de 10% du taux d'utilisation énergétique global pour les nouvelles installations. L'USP demande également en l'occurrence que les taux de rétribution soient soumis à un examen critique. Le canton de BE souhaite introduire des étapes de réduction annuelles appropriées.

4.5.3 Gaz d'épuration, gaz de décharge

L'Association professionnelle suisse pour le couplage chaleur-force recommande de fixer à 10% les exigences posées à l'accroissement de la production d'électricité. UVS propose d'augmenter le taux d'utilisation énergétique global de 10%.

En ce qui concerne les exigences énergétiques, les cantons de GL, GR, SH et UR, l'AES, l'Association professionnelle suisse pour le couplage chaleur-force et l'UVS demandent que le diagramme de l'ordonnance soit remanié.

4.5.4 Autres installations de biomasse

L'UVS propose d'augmenter le taux d'utilisation énergétique global de 10%. S'agissant des exigences énergétiques, les avis divergent: certains souhaitent des exigences plus sévères, d'autres voudraient les diminuer par rapport aux propositions faites. Il en va de même pour les taux de la RPC.

Les cantons de BE, SG et du TI, la EnDK, l'USP, l'USAM, BioM, la CRAPI et l'UVS demandent que les sous-produits d'origine animale appartenant à certaines catégories soient compris dans la biomasse autorisée.

4.7 Appendice 2.3 Exigences applicables à la mise en circulation des lampes domestiques alimentées par le réseau électrique (sources de lumière)

Swissolar salue expressément les exigences proposées quant à la mise en circulation des lampes domestiques. L'AES, qui soutient aussi la promotion des éclairages efficaces, est d'avis que les mesures proposées n'auront qu'un faible effet; par ailleurs, les lampes à incandescence normales appartiennent à la classe d'efficacité E et il n'existe pas de classification quant à l'efficacité pour les spots. Pour nombre des lampes qui seront interdites à l'avenir, aucun produit de remplacement n'est actuellement disponible.

Les cantons de GE et NE, Les Verts, le PS, Travail, la FSE, Greenpeace, Pro natura et le WWF demandent que les exigences minimales posées à la mise en circulation des lampes soient étendues aux autres appareils électriques.

Le canton de GE souhaite l'interdiction générale des lampes à incandescence dans un délai de deux ans.

La HEV et la FPE jugent que les interdictions de certaines sources de lumière sont trop ponctuelles et peu mûries.

EF trouve que l'interdiction de certaines sources de lumière est prématurée. Les cantons de SH et TG et la EnDK proposent à cet égard une période transitoire de deux ans.

La FRC se dit expressément d'accord avec les mesures proposées. En revanche, Coop est opposée à l'interdiction à ce stade de certaines classes; elle propose toutefois comme alternative d'interdire également les sources de lumière de la classe E, mais ultérieurement. Le canton de TG, l'acsi et l'UVS souhaitent n'autoriser que certaines lampes.

La FEA salue le fait que les lampes faisant partie d'un appareil, mais dont la fonction principale n'est pas l'éclairage, soient exemptées de la réglementation; la FEA demande toutefois que cette exemption s'applique également aux lampes vendues p. ex. séparément.

Le PDC, qui salue les mesures visant l'accroissement de l'efficacité, souhaite étendre l'obligation de l'étiquetteEnergie au sens de l'appendice 2.3, ch. 7.2 aux autres appareils électriques.

C. Abréviations des participants à la consultation (par ordre alphabétique)

ABB	ABB Suisse
acsi	Associazione consumatrici della Svizzera italiana
ADER	Association pour le développement des énergies renouvelables
ADEV	Arbeitsgemeinschaft für dezentrale Energieversorgung (groupement d'entreprises pour la production d'énergie décentralisée)
AEE	Agence suisse des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique
MFE	Médecins en faveur de l'environnement
AES	Association des entreprises électriques suisses
AEW	AEW Energie AG
AG	Canton d'Argovie
AI	Canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures
AIL	Aziende Industriali di Lugano SA
Altdorf	Elektrizitätswerk Altdorf
AR	Canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures
ASED	Association suisse des chefs d'exploitation et exploitants d'installations de traitement de déchets
ASIG	Association suisse de l'industrie gazière
Atel	Aare-Tessin AG für Elektrizität
Avançon	Forces Motrices de l'Avançon
AVDEL	Association valaisanne des distributeurs d'électricité
Axpo	Axpo Holding SA
BE	Canton de Berne
BioM	Fachverband Biomasse / Biomasse Schweiz / Biomassenergie
BKW	BKW FMB Energie SA
BL	Canton de Bâle-Campagne
BLS	BLS Lötschbergbahn SA
Brüttsellen	Gemeindewerke der Zivilgemeinde Brüttsellen
BS	Canton de Bâle-Ville
CEATE-N	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du CN
CEATE-E	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du CE
Cemsuisse	Association suisse de l'industrie du ciment
CFC	Commission fédérale de la consommation
CFF	Chemins de fers fédéraux suisses
CGCA	Conférence gouvernementale des cantons alpins
CKW	Centralschweizerische Kraftwerke AG
Comco	Commission de la concurrence
Coop	Coop Suisse
CP	Centre Patronal
CRAPI	Commission pour les questions de raccordement des producteurs indépendants
Delémont	Ville de Delémont
DSV	Assoc. faïtière des gestionnaires suisses de réseaux de distribution
EBM	Elektra Birseck
Economiesuisse	Economiesuisse
ECS	Association Energy Certificate System ECS Suisse
EF	Forum suisse de l'énergie
EFET	EFET-Suisse (European Federation of Energy Traders)
EFNWCH	Energieforum Nordwestschweiz

EGL	Elektrizitäts-Gesellschaft Laufenburg AG
EGO	Elektrizitätsgenossenschaft Otelfingen
EKT	Energie Thurgau
EKZ	Elektrizitätswerke des Cantons Zürich
electrosuisse	SEV Association pour l'électrotechnique, les technologies de l'énergie et de l'information
EnDK	Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie
Enerdis	Distributeurs romands d'énergie
energia alpina	Energia Alpina Sedrun
EOS	EOS Holding (Energie Ouest Suisse)
EPSER	Entente suisse pour une politique énergétique raisonnable
ESI	Elettricità Svizzera Italiana
ESR	L'Energie de Sion-Région SA
EU	Energie Uster AG
EW Schwanden	Elektrizitätswerk Schwanden
EW Uetikon	Energie Wasser Uetikon
EW Wald	EW Wald AG
EWBN	Elektrizitätswerk Brig-Naters AG
EWD AG	Elektrizitätswerk Davos AG
EWE	Elektrizitätswerk Embrach
EWEM	Elektrizitätswerk Ernen-Mühlebach AG
EWL	Elektrizitätswerk Lindau
ewl	Energie Wasser Luzern
EWN	Elektrizitätswerk Näfels
EWNW	Cantonales Elektrizitätswerk Nidwalden
EWO	Elektrizitätswerk Obwalden
EWR	Elektrizitätswerk Rümlang
EWS	EWS Energie AG
EWSM	Elektrizitätswerk St. Moritz
EWSZ	Elektrizitätswerk Schwyz
ewz	Elektrizitätswerk Zürich
FEA	Assoc. suisse des fabricants et fournisseurs d'appareils électrodomestiques
fer-sr	Fédération des Entreprises Romandes
Filzbach	Elektrizitätsversorgung Filzbach
FME	Forum Médecine et Energie
FMV	Forces Motrices Valaisannes
FPC	Fondation pour la protection des consommateurs
FP	Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage
FPE	Fédération suisse des représentations du personnel de l'économie électrique
FR	Canton de Fribourg
FRC	Fédération romande des consommateurs
FRE	Fédération romande pour l'énergie
FSE	Fondation suisse pour l'énergie
FTS	Fédération textile suisse
Gastro	GastroSuisse
GE	Canton de Genève
Géothermie	Société Suisse pour la Géothermie SSG/SVG
GGG	Gruppe Grosser Stromkunden
GL	Canton de Glaris
Glaris-Nord	Commune de Glaris-Nord
GR	Canton des Grisons
Greenpeace	Greenpeace Suisse
Groupe E	Groupe E
GSP	Groupement promotionnel suisse pour les pompes à chaleur
GV	Association des communes suisses
GW	Glattwerk AG

hcsa	hcsa
Herrliberg	Commune de Herrliberg
HEV	Société suisse des propriétaires fonciers
hkbb	Handelskammer beider Basel
Hotel	hotelleriesuisse
Hüsser	Hüsser Peter
HV	Hausverein Schweiz
IBM	Industrielle Betriebe Murten
IGEB	Groupement d'intérêts des gros consommateurs d'énergie
ISKB	Les «usiniers» (Interessenverband Schweiz. Kleinkraftwerk-Besitzer)
JU	Canton du Jura
kf	Forum des consommateurs
KGL	Gewerbeverband des Kantons Luzern
Küsnacht	Commune de Küsnacht ZH
LKWG	Licht- und Kraftwerke Glattfelden
Les Verts	Parti écologiste suisse
Lonza	Lonza SA
LU	Canton de Lucerne
Männedorf	Commune de Männedorf
Migros	Société des coopératives Migros
Mollis	Elektrizitätswerk Mollis
NE	Canton de Neuchâtel
Neuendorf	Elektra Neuendorf
Niederurnen	Wasser- und Elektrizitätswerk Niederurnen
NOK	Nordostschweizerische Kraftwerke
NW	Canton de Nidwald
Ompex	Ompex SA
OVF	Office vétérinaire fédéral
OW	Canton d'Obwald
PDC	Parti démocrate-chrétien suisse
PLS	Parti libéral suisse
Pool	Energie Pool Schweiz SA
PS	Parti socialiste suisse
Pully	Municipalité de Pully
RE	Romande Energie
ReLL	Regionale energie Lieferung Leuk AG
REN	Rätia Energie
Rheinaubund	Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für Natur und Heimat
SAB	Groupement suisse pour les régions de montagne
SATW	Académie suisse des sciences techniques
Schwanden	Commune de Schwanden
SEV	Electrosuisse, Association pour l'électrotechnique et les techniques de l'énergie et de l'information
SEVEN	Service de l'environnement et de l'énergie (VD)
SG	Canton de St-Gall
SSIC	Société suisse des industries chimiques
SGS	Fondation suisse pour la Greina
sgsw	Sankt Galler Stadtwerke
SH	Canton de Schaffhouse
SIB	Services Industriels de Bagnes
Sierre	Sierre Energie
SIG	Services Industriels de Genève
SIL	Services Industriels de Lausanne
SIM	Services Industriels des Montagnes neuchâteloises SA
sn energie	SN Energie Gruppe

SO	Canton de Soleure
SOGESA	Société de gestion des énergies SA
SRSG	Conseil de la ville de St-Gall
SRZH	Conseil de la ville de Zurich
SSA	Stiftung Solar Agentur - Fondation agence solaire suisse
SSP	Syndicat des services publics
Steiner	Steiner Energie AG
Suisse Eole	Association faitière de la promotion de l'énergie éolienne en Suisse
SWA	Stadtwerke Arbon
swisselectric	swisselectric
Swisselectricity	Swisselectricity
swissgrid	swissgrid
Swissmem	Swissmem
Swissolar	Association faitière suisse pour l'énergie solaire
SWV	Association suisse pour l'aménagement des eaux
SZ	Canton de Schwyz
TG	Canton de Thurgovie
Thun	Energie Thun SA
TI	Canton du Tessin
Travail	Travail.Suisse
UDC	Union démocratique du centre
UDF	Union Démocratique Fédérale
UPS	Union patronale suisse
UR	Canton d'Uri
Urnäsch	Elektrizitätswerk Urnäsch
USAM	Union suisse des arts et métiers
USP	Union suisse des paysans
USS	Union syndicale suisse
USIE	Union suisse des installateurs-électriciens
UTP	Union des transports publics
UVS	Union des Villes Suisses
VBE	Vereinigung Bündnerischer Elektrizitätswerke
VD	Canton de Vaud
Verre	Groupement des verreries suisses
Vischer	Vischer Anwälte und Notare
VKE	Verband Kommunalen Elektrizitätsversorgungs-Unternehmen im Canton ZH
Vorderthal	Commune de Vorderthal
VS	Canton du Valais
VUE	Association pour une électricité respectueuse de l'environnement
Wallisellen	Versorgung Wallisellen AG
WWF	World Wildlife Fund Suisse
WWZ	Wasserwerke Zug AG
Zermatt	Elektrizitätswerk Zermatt
ZG	Canton de Zoug
ZH	Canton de Zurich
Zollikon	Commune de Zollikon
ZPK	Association de l'industrie suisse de la cellulose, du papier et du carton

D. Autres abréviations

Al.	Alinéa
Art.	Article
cf.	Se référer à

Ch.	Chiffre
Cst.	Constitution fédérale du 18 avril 1999 (RS 101)
Ct.	Centime
DETEC	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
EAE	Entreprise d'approvisionnement en électricité
EICom	Commission de l'électricité
GWh	Gigawattheure
Hz	Hertz
kV	Kilovolt
kW	Kilowatt
kWh	Kilowattheure
LAP	Loi fédérale du 8 octobre 1982 sur l'approvisionnement économique du pays (RS 531)
LApEI	Loi fédérale du 23 mars 2007 sur l'approvisionnement en électricité (RS 734.7)
LEaux	Loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (RS 814.20)
LEne	Loi du 26 juin 1998 sur l'énergie (RS 730.0)
let.	lettre
MW	Megawatt
MWh	Megawattheure
OApEI	Ordonnance sur l'approvisionnement en électricité
OEné	Ordonnance sur l'énergie
OFEN	Office fédéral de l'énergie
p. ex.	Par exemple
PV	Photovoltaïque
PME	Petites et moyennes entreprises
RPC	Rétribution à prix coûtant
UCTE	Union for the Co-ordination of Transmission of Electricity (union pour la coordination du transport de l'électricité)
UIOM	Usine d'incinération des ordures ménagères
WACC	Weighted Average Cost of Capital (coût moyen pondéré du capital)